Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_68-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_68-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_68
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	4.1.2.2 Autres
Objet : Désignation d'un coordonnateur communal dans le cadre de l'enquête de recensement de la population du 21 janvier 2027 au 20 février 2027	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le code général des collectivités locales,
Vu le code général de la fonction publique territoriale,
Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),
Vu le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003, modifié définissant les modalités d'application du titre V de la Loi n°2002-276,
Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités,

Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2027, les opérations de recensement de la population.
Considérant qu'il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_68-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal

- Autorise Monsieur le Maire à procéder à la désignation d'un coordonnateur communal et d'un suppléant pour le recensement qui se déroulera du 21 janvier au 20 février 2027, dont la mission est d'aider et de contrôler les agents recenseurs dans leur mission en collaboration avec l'INSEE
- Dit que les intéressé(es) désigné(es) bénéficieront pour l'exercice de cette activité de récupération du temps supplémentaire effectué ou d'IHTS s'ils sont éligibles ou autre indemnité du régime indemnitaire.
- Autorise Monsieur le Maire à signer les actes nécessaire et tout document y afférent.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_69
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	6.1 Police municipale
Objet : Convention de coordination entre la police municipale d'Hesdin-la-Forêt et les forces de sécurité de l'État	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211-6,

VU l'arrêté du Préfet du Pas de Calais en date du 16 octobre 2024 portant création de la Commune Nouvelle « HESDIN LA FORÊT » à compter du 1er janvier 2025,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment son article L 512-4,

VU le diagnostic local de sécurité établi le 28 mai 2026,

VU le projet de convention de coordination entre la Police Municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat,

CONSIDERANT l'intérêt de maintenir la coopération opérationnelle renforcée entre la police municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat de manière à assurer une bonne coordination pour la surveillance du territoire,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de garantir la sécurité des biens et des personnes et de dissuader les agissements inciviques et délictueux par l'action conjuguée de la police municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'organiser la coordination de la police municipale d'Hesdin la Forêt pour donner plus de possibilité de réactivité et d'action,

Monsieur le Maire entendu dans son exposé ci-avant,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- DECIDE de définir très précisément les conditions de coproduction de sécurité dans laquelle va s'exercer la coordination entre la police municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat,

- APPROUVE les termes du projet de convention ci-joint fixant les modalités de mise en œuvre du dispositif et AUTORISE le maire à le signer.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que ces éventuels avenants à venir ainsi que tous documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_69
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	6.1 Police municipale
Objet : Convention de coordination entre la police municipale d'Hesdin-la-Forêt et les forces de sécurité de l'État	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211-6,

VU l'arrêté du Préfet du Pas de Calais en date du 16 octobre 2024 portant création de la Commune Nouvelle « HESDIN LA FORÊT » à compter du 1er janvier 2025,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment son article L 512-4,

VU le diagnostic local de sécurité établi le 28 mai 2026,

VU le projet de convention de coordination entre la Police Municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat,

CONSIDERANT l'intérêt de maintenir la coopération opérationnelle renforcée entre la police municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat de manière à assurer une bonne coordination pour la surveillance du territoire,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de garantir la sécurité des biens et des personnes et de dissuader les agissements inciviques et délictueux par l'action conjuguée de la police municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'organiser la coordination de la police municipale d'Hesdin la Forêt pour donner plus de possibilité de réactivité et d'action,

Monsieur le Maire entendu dans son exposé ci-avant,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- DECIDE de définir très précisément les conditions de coproduction de sécurité dans laquelle va s'exercer la coordination entre la police municipale d'Hesdin la Forêt et les forces de sécurité de l'Etat,

- APPROUVE les termes du projet de convention ci-joint fixant les modalités de mise en œuvre du dispositif et AUTORISE le maire à le signer.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que ces éventuels avenants à venir ainsi que tous documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
Liberté Égalité Fraternité

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté Égalité Fraternité

CONVENTION DE COORDINATION ENTRE LA POLICE MUNICIPALE D'HESDIN-LA-FORÊT ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment le livre V,

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 modifiée relative aux polices municipales,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment dans ses articles L2211-1 L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2214-4,

Vu le code de la route notamment dans ses articles L.221-2, L.223-5, L.224-16, L.224-17, L.224-18, L.231-2, L.233-1, L.233-2, L.234-1 à L.234-9 et L.235-2, L.325-12 et R.325-47 à R.325-51,

Vu le code de procédure pénale notamment dans ses articles 21, 21-2, 73, 78-6,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L3213-1, et L3213-2,

Vu les orientations de la stratégie nationale de prévention de la délinquance émises par le Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance,

Vu le diagnostic local de sécurité établi en date du 28 mai 2026,

Entre :

Le Préfet du département du Pas-De-Calais,

Le Procureur de la République, près le tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer

Le Maire d'Hesdin-La-Forêt, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale.

Il est convenu ce qui suit :

La Police Municipale d'Hesdin-la-Forêt et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune, sous l'autorité du Maire.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale d'Hesdin-la-Forêt de mission de maintien de l'ordre.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L512-4 à 7 du Code de la Sécurité Intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale.

Elle détermine la doctrine d'emploi des policiers municipaux, ainsi que les modalités partenariales, lors des opérations ou interventions qui sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont représentées sur le territoire de la commune d'Hesdin la Forêt par la Gendarmerie Nationale.

Dans le texte qui suit et pour une bonne compréhension :

- Le responsable des forces de sécurité de l'État est le Commandant de la Communauté de Brigades Territorialement Compétent, ou son représentant.
- Le responsable de la Police Municipale est Monsieur le Maire de la commune d'Hesdin-la-Forêt, ou son représentant.

Préambule

L'État des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé le 28 mai 2026, conjointement avec les forces de sécurité de l'État compétentes, avec le concours de la commune d'Hesdin-la-Forêt, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

1° La prévention et la lutte contre les violences et plus particulièrement celles commises dans un cadre familial ;

2° La prévention et la lutte contre les dégradations du domaine public ;

3° La prévention et la lutte contre les vols ;

4° La prévention et la lutte contre la toxicomanie ;

5° La prévention et la lutte contre les violences scolaires ;

6° La prévention et la lutte contre les cambriolages ;

7° La prévention et la lutte contre la petite et la moyenne délinquance.

L'ensemble de ses besoins vient à s'inscrire dans une démarche plus globale de préservation du cadre de vie de la collectivité et de la préservation de son environnement.

Compte tenu des priorités identifiées sur le territoire de la commune d'Hesdin-la-Forêt, le Préfet, le Maire et le Commandant de la Communauté de Brigades définissent les objectifs et les actions qui en découlent à mener la coopération partenariale.

La Police municipale d'Hesdin-la-Forêt et la Gendarmerie Nationale interviennent conjointement lors d'opérations communes et entretiennent une forte et étroite collaboration par des échanges permanents en matière d'informations.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

D'ordre général, **la doctrine d'emploi** respecte scrupuleusement les attributions de compétences des Maires en matière de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique.

a) <u>Les effectifs de la police municipale d'Hesdin-la-Forêt :</u>

La police municipale intercommunale d'Hesdin-la-Forêt compte à ce jour :

- Un effectif fonctionnel de 4 personnes, dont 3 agents de police municipale et 1 agent de surveillance de la voie publique.
-

b) <u>Les moyens techniques mis à disposition du service :</u>

- 1 bureau de police municipale au sein du même bâtiment de la Mairie d'Hesdin-la-Forêt sis Place d'Armes (Hesdin) à Hesdin-la-Forêt.
- 1 véhicule automobile sérigraphié « police municipale », équipés de moyens sonores et lumineux.
- 3 vélos tout terrain.
- 1 cinémomètre modèle (MERCURA -TRUSPEED).
- 1 éthylotest électronique (DRAGËR).
- 4 terminaux GVe (Smartphone).
- 4 Caméras piéton.
-

c) <u>L'armement mis à disposition des agents et le suivant :</u>

- 1 générateur aérosol incapacitant lacrymogène 100 ml (B)
- 3 générateurs aérosol au poivre 500 ml
- 3 bâtons de défense télescopiques (D)
- 3 Pistolets Semi-Automatique « Glock » 17 (B)
- 1 Pistolet à impulsion électrique « Taser T 10 »(B)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

TITRE I er

COORDINATION DES SERVICES

Chapitre 1er

Nature et lieux des interventions

La Police Municipale s'exerce sur tout le territoire de la commune d'Hesdin-La-Forêt.

Le Maire d'Hesdin-La-Forêt a déterminé les missions qu'il souhaite déléguer à la police municipale en les priorisant comme suit :

Le fonctionnement du service et opérationnel de la Police Municipale est fixé comme suit :

Le personnel de la Police Municipale informe systématiquement et immédiatement l'Officier de Police Judiciaire de la Gendarmerie Nationale, chaque fois qu'il est sollicité pour des affaires susceptibles d'être de nature criminelle ou délictuelle.

Le responsable de la Police Municipale peut être joint téléphoniquement 24h/24 par le Maire, le Maire adjoint délégué à la sécurité.

Dans le cadre de la présente convention de coordination, le Maire donne à ses policiers municipaux les missions préventives suivantes :

Article 1er – les bâtiments communaux.

La Police Municipale assure, lorsque les circonstances l'exigent, la garde statique des bâtiments communaux de la commune d'Hesdin-La-Forêt.

- Établissements scolaires,
- Hôtel de ville,
- Médiathèque,
- Salle du Manège,
- Salles des fêtes,
- Locaux et dépendances des services techniques,
- Les installations sportives,
- Les lieux de cultes.

Article 2 – les établissements scolaires.

La police municipale assure, en complément des actions des responsables d'établissements, conformément aux instructions de l'autorité municipale, la surveillance des établissements du cycle élémentaire notamment lors des entrées et sorties des élèves.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Les établissements scolaires ci-dessous désignés sont assurés prioritairement, compte tenu de la dangerosité des lieux, quatre fois par jour et principalement par les agents de la police municipale et l'agent de surveillance de la voie publique.

- Écoles Élémentaires : rue Andrée Patoux, rue de l'église,
- École Maternelle : Rue des 3 fontaines,
- Collège des 7 vallées, rue Andrée Patoux,
- Collège Notre Dame, Place d'Armes,
- École Saint-Joseph, Rue de Fressin,
- Ecole primaire, rue Ferdinand Lemercier

La Police Municipale assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire suivants :

- Le collège des 7 Vallées, rue Andrée Patoux,

Ces surveillances s'intensifient en cas de faits récurrents signalés par les chefs d'établissement scolaires ou par les parents d'élèves. A ce titre toute information relevant d'actes délictueux est relayée sans délai à la gendarmerie nationale.

Article 3 – le marché.

La Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- Le jeudi jour du marché de la commune d'Hesdin la forêt et à titre exceptionnel la veille lorsque celui-ci tombe un jour férié (Noël et jour de l'An).

Article 4 – les commémorations.

La Police Municipale assure la surveillance des cérémonies commémoratives organisées par la commune, notamment et en exemple :

- Le 08 mai
- Le 18 juin
- Le 14 juillet
- Le 11 novembre
- Etc.

Article 5 – les manifestations.

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Les agents de la Police Municipale affectés, sur décision du maire, à la sécurité des manifestations sportives, récréatives, ou culturelles rassemblant plus de 300 spectateurs peuvent, pour contrôler l'accès aux enceintes dans lesquelles sont organisées les manifestations, procéder à l'inspection visuelle des bagages à main et avec le consentement de son propriétaire à leur fouille. En cas d'opposition de la fouille d'un bagage à main, il appartiendra à l'agent de la Police Municipale d'interdire à la personne ayant exprimé ce refus de pénétrer dans l'enceinte de la manifestation. Il avertira immédiatement un officier de police judiciaire territorialement compétent.

- Les ducasses (1er et 3-ème week-end de Septembre, et 1er week-end du mois de juin)
- La foire de la saint Nicolas (décembre)
- Les brocantes
- Les concerts
- Etc.

En cas de nécessité, la surveillance des infrastructures mobiles et des matériels est assurée par une société de sécurité privée. Les agents de sécurité de la société sont placés sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la Police Municipale tout au long du déroulement de la manifestation, notamment en termes de répartition des missions de sécurisation en milieu fermé.

Article 6 – circulation et stationnement.

La Police Municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article ci-après...

Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du Code de la Route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

Les opérations de mise en fourrière des véhicules seront effectuées prioritairement sur les voies et les parcs de stationnement publics du lundi au samedi et éventuellement les week-ends lorsque les effectifs de police municipale sont de service et lorsque les circonstances l'exigent.

Les procédures de mainlevées seront effectuées par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière (article R.325-8 du code de la route) et uniquement durant les heures d'ouverture du bureau de police municipale d'Hesdin-la-Forêt.

S'agissant des opérations de mise en fourrière de véhicules sur les parcs et voies privées, la Police Municipale pourra se charger de procéder à la mesure d'enlèvement et ce uniquement sur réquisition du maître des lieux pour un véhicule précis, après avoir tenté de joindre le propriétaire. A charge à la police municipale d'Hesdin-la-Forêt d'assurer la gestion et le suivi de la procédure qui relève exclusivement de sa compétence et responsabilité.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 7 – les contrôles routiers et de dépistage.

La Police Municipale informe au préalable le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Hesdin la forêt des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

La police municipale d'Hesdin-la-Forêt peut également procéder à des contrôles de dépistages de l'imprégnation alcoolique, conformément à l'article L234-9 du code la route. Ces contrôles sont autorisés sur réquisition écrite de l'Officier de Police Judiciaire Territorialement Compétent (OPJTC).

Article 8 – les amplitudes horaires.

Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance de l'ensemble du territoire d'Hesdin-la-Forêt dans les créneaux horaires suivants :

Périodes scolaires et hors période scolaire : 08h15 à 12h15 et de 13h45 à 17h00 le lundi ; mardi ; mercredi ; Vendredi et le jeudi de 07h00 à 12h00 et de 12h30 à 14h30.

La Police Municipale peut également dans le cadre de manifestations culturelles, sportives ou récréatives et notamment en période estivale, afin d'assurer la sécurisation, effectuer des services de nuits supplémentaires en dehors des créneaux horaires définis ci-dessus.

L'information sera transmise au Centre d'Opérations et de Renseignement de la Gendarmerie d'Arras.

Lorsque les circonstances l'exigent la Police municipale d'Hesdin la forêt peut être amené à travailler sur des horaires dits « décalés » de soirée et / ou de nuit, à ce titre, le Commandant de la Brigade la Gendarmerie Nationale d'Hesdin-la-Forêt sera tenu informé des services nocturnes programmés.

Article 9 – les sécurisations et les missions.

La Police Municipale d'Hesdin-la-Forêt assure plus particulièrement des actions de sécurisation et les missions suivantes :

- Des lieux commerçants,
- De l'ensemble du territoire de la commune d'Hesdin la forêt, en patrouilles véhiculées au moyen d'un véhicule sérigraphié de service et de VTT,
- De la voie publique, des voies privées ouvertes à la circulation publique ainsi que des lieux ouverts au public,
- La surveillance générale des espaces publics ou privés ouverts aux publics. A ce titre, la police municipale est susceptible d'intervenir sur un appel d'un tiers, du Service d'incendie et de secours ou à la demande de la Gendarmerie Nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique,
- L'exécution des arrêtés de police du Maire et des arrêtés préfectoraux, notamment ceux relatifs au R.S.D (Règlement Sanitaire Départemental),
- Le contrôle général de l'occupation du domaine public et veille au respect des arrêtés de police pris pour l'exécution des travaux sur la voie publique. Elle assure

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

également, en lien et coordination avec les services de la réglementation du commerce, la surveillance des terrasses, des débits de boissons, restaurants et autres établissements assimilés, et de tous types d'installations sur le domaine public,

- La constatation des infractions liées aux dépôts d'immondices, à l'affichage sauvage et à la réglementation relative à la publicité,

- La police de l'environnement (tapage, nuisances sonores caractérisées, veille à l'exécution de l'arrêté préfectoral relatif à la lutte contre les bruits de voisinage),

- L'exécution et le respect de la police funéraire et la constatation des infractions au Code de l'urbanisme et au Code de la construction et de l'habitation,

- En coordination avec les forces de sécurité de l'Etat, à la préservation de la tranquillité publique, notamment en luttant contre la présence de personnes en état d'ivresse dans les lieux publics (article L.3341-1 du Code de la santé publique). En cas de constatations d'un individu en état d'ivresse publique et manifeste dans les lieux ou l'espace public, la Police Municipale rend compte immédiatement à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent ; Sur instruction la Police Municipale assure le transport du mis en cause auprès d'un médecin au fin d'établissement d'un certificat médical.

- En cas de constatation de crime ou de délit flagrant, tels que définis à l'article 53 du Code de procédure pénale, punis d'une peine d'emprisonnement, l'agent de la Police Municipale interpelle le ou les auteurs, rend compte à l'Officier de Police Judiciaire et se conforme à ses instructions. Le cas échéant, sur instruction de OPJ, l'agent de police municipale conduit le ou les auteurs à la brigade de Gendarmerie d'Hesdin-La-Forêt, pour le ou les mettre à disposition et rédige un rapport de mise à disposition

Durant les heures de service, la Police Municipale, répond à toutes les réquisitions ou interventions dans le cadre de ses compétences, sur appel d'un tiers ou à la demande de la gendarmerie nationale sur des lieux où se produisent des troubles à la tranquillité, à la sécurité publique ainsi qu'au bon ordre.

Article 10 – les chiens catégorisés.

Sans préjudice des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat, la police municipale assure le recensement des propriétaires, et/ou des détenteurs de chien(s) de première et de deuxième catégorie qui se présentent au service de Police Municipale.

Une copie du permis de détention de chiens dangereux pris sous forme d'arrêté municipal est transmise quotidiennement à la Gendarmerie pour faciliter les contrôles.

Le Commandant de la Gendarmerie et le Maire de la commune d'Hesdin la forêt ou leurs représentants, s'informent mutuellement des propriétaires et/ou des détenteurs d'animaux susceptibles d'être dangereux lorsqu'ils en ont connaissance, afin de pouvoir déclencher la procédure décrite à l'article R.211 du Code Rural.

Les opérations nécessaires à la capture et à la rétention des animaux en divagation sont assurées, par le service de la police municipale, ou en fonction du type d'animal, par tout autre service conventionné et apte à y procéder.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_76
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	7.5 Subventions
Objet : Plan de végétalisation des cimetières - demande de financement	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°22/12.06.2024 de la Communauté de Communes du Ternois datant du 12 juin 2024 portant sur l'institution du Groupe d'Action Locale Ternois 7 Vallées et le conventionnement LEADER pour la programmation 2023-2027 ;
- Vu la signature de la convention fondatrice AGR-GALL Ternois 7 Vallées en date du 16 avril 2025 ;

- Considérant la programmation LEADER 2023-2027 ;
- Considérant que la stratégie locale de développement du GAL Ternois 7 Vallées se déploie autour de l'objectif suivant : améliorer l'accessibilité, le maillage et la diversification des services à la population au service de l'attractivité du cadre de vie et de l'égalité d'accès aux services pour tous ;
- Considérant que la collectivité a consulté les services du CAUE 62 afin de s'inscrire dans une démarche de végétalisation des cimetières pour l'adaptation au changement climatique et la lutte contre les îlots de chaleur ; la préservation de la biodiversité et l'amélioration du cadre de vie mais aussi pour faciliter les entretiens de ce patrimoine communal ;
- Considérant que la collectivité souhaite engager des travaux de végétalisation et d'aménagement paysager au sein des cimetières communaux, visant à adapter ces espaces aux conséquences du changement climatique, à favoriser la biodiversité locale et à améliorer le cadre de vie ainsi que le confort thermique lors des visites ;
- Considérant que ce projet s'inscrit pleinement dans la transition écologique du territoire par la désimperméabilisation des sols, la réduction des îlots de chaleur urbains et la suppression définitive du recours aux produits phytosanitaires, conformément aux réglementations en vigueur ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- Considérant que ce projet est cohérent avec les actions de transition énergétique et préservation écologique du territoire (fiche action n°4) citées dans la programmation 2023-2027 ;
- Considérant que la mutation vers un « cimetière paysager et vivant » représente une transformation d'usage fondamentale permettant d'expérimenter de nouvelles techniques de gestion écologique (désimperméabilisation des allées, enherbement ciblé, plantation d'espèces végétales locales résilientes à la sécheresse, création de refuges pour la biodiversité) ;
- Considérant que pour expérimenter la mise en œuvre de tels aménagements, il convient de débuter sur un seul cimetière choisir à Sainte-Austreberthe ;
- Considérant que pour optimiser les coûts liés à ces travaux, les services techniques de la Ville d'Hesdin-la-Forêt réaliseront les travaux en régie ;
- Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

Dépenses	**Montant HT**	**Recettes**	**Montant HT**
Fournitures de semis, vivaces, terreau	2 654.27 €	Leader	10 008.80 €
Fournitures de miscanthus	511.85 €		
Equipements d'aménagements (bancs, mobiliers de récupération des eaux de pluie)	3 343.57 €		
Dépenses de personnel	5674.31 €	Ville d'Hesdin-la-Forêt	2 502.20 €
Communication et sensibilisation des usagers à la mutation des espaces	327 €		
TOTAL HT	**12 511 €**	**TOTAL HT**	**12 511 €**

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider le projet de végétalisation des cimetières ;
- De valider le plan de financement ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le co-financement auprès du Leader pour ce projet et à signer tout document relatif à cette opération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 11- les objets trouvés.

Sans préjudice des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat, la Police Municipale assure la prise en charge et la restitution des objets trouvés qui lui sont transmis par les particuliers et par les autres administrations publiques et/ou privées.

Les objets trouvés sur la commune d'Hesdin-la-Forêt sont remis à la Police Municipale qui en assure la garde et la restitution si nécessaire.

Les deux roues non motorisés, abandonnés sur la voie publique ou volés, sont remisés chez le fouriériste agréé, soit par la gendarmerie soit par la police municipale chacun en ce qui les concerne, soit directement par le fouriériste qui a la charge de la tenue du registre des deux roues non motorisées ainsi récupérés.

Article 12 – les modifications des conditions d'exercice.

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 11 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II

Modalités de la coordination

Article 13 – Réunions d'échange sur les missions prévues par la présente convention.

Le responsable de la Gendarmerie Nationale et le responsable de la Police Municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- ***Fréquence*** : minimum une par trimestre ou suivant la nécessité
- ***Lieu*** : Mairie d'Hesdin-La-Forêt
- ***Présence souhaitée*** :
  - Un représentant de l'état
  - Le Maire ou un Adjoint au maire
  - Un ou des représentants des forces de sécurité de l'état
  - Un représentant de la police municipale

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 14 - la circulation de l'information.

Le responsable de la Gendarmerie Nationale et le responsable de la Police Municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les militaires de la Gendarmerie Nationale et les agents de Police Municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

La Police Municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 15- l'armement des agents de police municipale.

Pour l'exercice de leurs missions, en application du code de la sécurité intérieure, en adéquation aux formations spécifiques et obligatoires, tous les agents de police municipale peuvent, selon les conditions d'emploi, la décision de l'autorité municipale et l'accord de l'autorité préfectorale, être dotés par la commune de Hesdin-la-Forêt des armes prévues à l'article R.511-12 du Code de Sécurité Intérieure.

Les agents de police municipale sont autorisés à porter les armes suivantes :

a) De la catégorie B1° et B6° :

Armes de poing chambrées pour le calibre 9x19 (9mm luger) ; avec l'emploi exclusif de munitions de service à projectile expansif.

Pistolet à impulsion électrique (PiE) de marque Taser de modèle T10.

b) De la catégorie B8° :

Générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes d'une contenance de plus de 100 ml ;

c) De la catégorie D :

Matraques télescopiques ; et générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes d'une contenance inférieur ou égale à 100 ml ;

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'Etat du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées classées en catégorie B-1°, B-8°, D-2°a et D-2b, dûment autorisées par arrêté préfectoral.

Tout usage d'une arme fait obligatoirement l'objet d'un rapport circonstancié à destination du Maire et de l'OPJTC qui le communique sans délai au Préfet et au Procureur de la République.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 16 – les moyens de communication.

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du Code de la Route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le Commandant de la Gendarmerie Nationale d'Hesdin-La-Forêt et le responsable de la Police Municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

En cas d'interpellation sur la base de l'article 73 du code de procédure pénale, si la personne soupçonnée est conduite devant l'officier de police judiciaire, avec usage de la contrainte, une garde à vue devra immédiatement être mise en œuvre.

En revanche si la personne consent à être conduite, sans qu'il soit fait usage de la force publique, l'Officier de Police Judiciaire conservera son pouvoir d'appréciation quant à la mise en œuvre d'une mesure de garde à vue.

Le rapport d'intervention, rédigé immédiatement, et remis à l'Officier de Police Judiciaire devra faire état des conditions exactes de la remise s'agissant notamment d'une éventuelle privation de liberté.

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

Pour toutes les raisons ci-dessus évoquées**,** le responsable des forces de sécurité de l'Etat s'assure que les policiers municipaux puissent joindre à tout moment un OPJTC.

TITRE II

COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Le Préfet du Pas de calais et le Maire d'Hesdin-la-Forêt conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale d'Hesdin-la-Forêt et les forces de sécurité de l'Etat, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

Cette coopération renforcée s'appuie sur la doctrine d'emploi des policiers municipaux déterminée par le Maire de la commune d'Hesdin-la-Forêt et les compétences qu'ils leurs sont dévolues par la loi.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Opérations communes.

Article 17 : Les missions en commun.

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale mettent en œuvre des missions en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant, mentionnées à l'article 14, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions :

- Opération de sécurisation sectorielle,
- Opération de contrôles routiers (vitesse, dépistage d'alcoolémie) sous la responsabilité de l'OPJTC responsable du dispositif,
- Opération d'éviction dans le cadre du concours de la force publique.

✓ La prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise,

- Assistance à la gendarmerie nationale en cas de trouble à l'ordre public,
- Appui opérationnel sans contact direct avec les manifestants.

✓ La sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.

✓ La prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les vols, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs ;

- Surveillances des habitations vacantes sur demande des résidents (Opérations Tranquillité Vacances – OTV),
- Visite des personnes âgées isolées recensées sur la période estivale,
- Surveillance des établissements sensibles (poste, banques, commerces),
- Sécurisation pédestre secteurs commerciaux, pavillonnaires et d'habitat collectif,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- ✓ L'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre,
  - Encadrement des manifestations organisées par les services scolaires et culturels de la commune,
  - Encadrement des manifestations dûment autorisées par le Maire de la commune.

Chapitre II

Procédures spécifiques

Article 18 – la transmission des données.

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière dans les domaines suivants :

- Procédures de mise en fourrière des véhicules,
- Immobilisation des véhicules et rétention des certificats d'immatriculation,
- Dégât au domaine public routier,
- Assistance à victime ou à personne en détresse,
- Permis de détention des chiens catégorisés délivrés par le Maire,
- Courrier et doléance d'administrés sur des faits identifiés,
- Avis de disparition inquiétante,
- État récapitulatif de l'opération « tranquillité vacances ».

- ✓ Du partage d'information sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition selon les doctrines d'emploi et partenariales définies dans le diagnostic local de sécurité.

Article 19 : L'accès aux fichiers

Conformément aux dispositions de la circulaire NOR IOCD1005604C du 28 février 2010 et du décret n°2010-569 du 28 mai 2010 modifié relatif aux personnes recherchées, les policiers municipaux, dans le cadre de leurs attributions légales et pour les besoins exclusifs des missions qui leurs sont confiées, seront rendus destinataires par les forces de sécurité de l'État des informations contenues dans les traitements de données inscrites aux fichiers suivants :

- **SNPC** : fichier nationale des permis de conduire en application de l'article L 225-5, 5° bis du code de la route ;

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- **SIV** : Système d'immatriculation des véhicules en application de l'arrêté ministériel du 10 février 2009, article L 330-2 4° bis du code de la route ;

- **FOVeS** : fichier des objets et véhicules signalés, la communication de toutes ou parties des données à caractère personnel se font en application des dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2017.

- **FPR** : Fichier des personnes recherchées en application du décret n°2010-569 du 28 mai 2010.

- **DICEM** : Déclaration et identification de certains engins motorisés

- Système de contrôle automatisé,

Les policiers municipaux formuleront ces demandes de communication de données selon la procédure déterminée par le responsable des forces de sécurité de l'État lors des horaires d'ouverture de la Brigade Territorialement compétente. En dehors de ces horaires, la police municipale d'Hesdin-La-Forêt adressera ses demande d'interrogation directement auprès du CORG.

Les demandes urgentes formulées dans le cadre de la procédure recevront une réponse immédiate de la part des forces de sécurité de l'État.

Le fait pour un policier municipal de solliciter des informations qu'il utiliserait à des fins personnelles et / ou qu'il communiquerait à des tiers en dehors de la stricte activité du service l'exposera à des sanctions administratives et / ou pénales.

Article 20 : La formation

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations initiales, continues et préalables et d'entrainement en ce qui concerne l'armement au profit des polices municipales d'Hesdin-la-Forêt.

Les formations sont portées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) en ce qui concerne l'organisation et la définition des thèmes.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21- la présentation d'un rapport.

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le Maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention.

Ce rapport est communiqué au Préfet et au Maire.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 22- l'évaluation de la convention.

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion, lors d'une rencontre entre le Préfet et le Maire.

Le Procureur de la République est informé de cette réunion et y participe-s'il le juge nécessaire.

Article 23- durée de la convention.

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 24 – évaluation de la convention.

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire d'Hesdin-La-Forêt et le Préfet du département du Pas-de-Calais, conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Monsieur le Préfet,

Monsieur Le Procureur de la République,

Monsieur le Maire,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
Liberté Égalité Fraternité

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté Égalité Fraternité

CONVENTION DE COORDINATION ENTRE LA POLICE MUNICIPALE D'HESDIN-LA-FORÊT ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment le livre V,

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 modifiée relative aux polices municipales,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment dans ses articles L2211-1 L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2214-4,

Vu le code de la route notamment dans ses articles L.221-2, L.223-5, L.224-16, L.224-17, L.224-18, L.231-2, L.233-1, L.233-2, L.234-1 à L.234-9 et L.235-2, L.325-12 et R.325-47 à R.325-51,

Vu le code de procédure pénale notamment dans ses articles 21, 21-2, 73, 78-6,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L3213-1, et L3213-2,

Vu les orientations de la stratégie nationale de prévention de la délinquance émises par le Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance,

Vu le diagnostic local de sécurité établi en date du 28 mai 2026,

Entre :

Le Préfet du département du Pas-De-Calais,

Le Procureur de la République, près le tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer

Le Maire d'Hesdin-La-Forêt, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale.

Il est convenu ce qui suit :

La Police Municipale d'Hesdin-la-Forêt et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune, sous l'autorité du Maire.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale d'Hesdin-la-Forêt de mission de maintien de l'ordre.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L512-4 à 7 du Code de la Sécurité Intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale.

Elle détermine la doctrine d'emploi des policiers municipaux, ainsi que les modalités partenariales, lors des opérations ou interventions qui sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont représentées sur le territoire de la commune d'Hesdin la Forêt par la Gendarmerie Nationale.

Dans le texte qui suit et pour une bonne compréhension :

- Le responsable des forces de sécurité de l'État est le Commandant de la Communauté de Brigades Territorialement Compétent, ou son représentant.
- Le responsable de la Police Municipale est Monsieur le Maire de la commune d'Hesdin-la-Forêt, ou son représentant.

Préambule

L'État des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé le 28 mai 2026, conjointement avec les forces de sécurité de l'État compétentes, avec le concours de la commune d'Hesdin-la-Forêt, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

1° La prévention et la lutte contre les violences et plus particulièrement celles commises dans un cadre familial ;

2° La prévention et la lutte contre les dégradations du domaine public ;

3° La prévention et la lutte contre les vols ;

4° La prévention et la lutte contre la toxicomanie ;

5° La prévention et la lutte contre les violences scolaires ;

6° La prévention et la lutte contre les cambriolages ;

7° La prévention et la lutte contre la petite et la moyenne délinquance.

L'ensemble de ses besoins vient à s'inscrire dans une démarche plus globale de préservation du cadre de vie de la collectivité et de la préservation de son environnement.

Compte tenu des priorités identifiées sur le territoire de la commune d'Hesdin-la-Forêt, le Préfet, le Maire et le Commandant de la Communauté de Brigades définissent les objectifs et les actions qui en découlent à mener la coopération partenariale.

La Police municipale d'Hesdin-la-Forêt et la Gendarmerie Nationale interviennent conjointement lors d'opérations communes et entretiennent une forte et étroite collaboration par des échanges permanents en matière d'informations.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

D'ordre général, **la doctrine d'emploi** respecte scrupuleusement les attributions de compétences des Maires en matière de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique.

a) <u>Les effectifs de la police municipale d'Hesdin-la-Forêt :</u>

La police municipale intercommunale d'Hesdin-la-Forêt compte à ce jour :

- Un effectif fonctionnel de 4 personnes, dont 3 agents de police municipale et 1 agent de surveillance de la voie publique.
-

b) <u>Les moyens techniques mis à disposition du service :</u>

- 1 bureau de police municipale au sein du même bâtiment de la Mairie d'Hesdin-la-Forêt sis Place d'Armes (Hesdin) à Hesdin-la-Forêt.
- 1 véhicule automobile sérigraphié « police municipale », équipés de moyens sonores et lumineux.
- 3 vélos tout terrain.
- 1 cinémomètre modèle (MERCURA -TRUSPEED).
- 1 éthylotest électronique (DRAGËR).
- 4 terminaux GVe (Smartphone).
- 4 Caméras piéton.
-

c) <u>L'armement mis à disposition des agents et le suivant :</u>

- 1 générateur aérosol incapacitant lacrymogène 100 ml (B)
- 3 générateurs aérosol au poivre 500 ml
- 3 bâtons de défense télescopiques (D)
- 3 Pistolets Semi-Automatique « Glock » 17 (B)
- 1 Pistolet à impulsion électrique « Taser T 10 »(B)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

TITRE I er

COORDINATION DES SERVICES

Chapitre 1er

Nature et lieux des interventions

La Police Municipale s'exerce sur tout le territoire de la commune d'Hesdin-La-Forêt.

Le Maire d'Hesdin-La-Forêt a déterminé les missions qu'il souhaite déléguer à la police municipale en les priorisant comme suit :

Le fonctionnement du service et opérationnel de la Police Municipale est fixé comme suit :

Le personnel de la Police Municipale informe systématiquement et immédiatement l'Officier de Police Judiciaire de la Gendarmerie Nationale, chaque fois qu'il est sollicité pour des affaires susceptibles d'être de nature criminelle ou délictuelle.

Le responsable de la Police Municipale peut être joint téléphoniquement 24h/24 par le Maire, le Maire adjoint délégué à la sécurité.

Dans le cadre de la présente convention de coordination, le Maire donne à ses policiers municipaux les missions préventives suivantes :

Article 1er – les bâtiments communaux.

La Police Municipale assure, lorsque les circonstances l'exigent, la garde statique des bâtiments communaux de la commune d'Hesdin-La-Forêt.

- Établissements scolaires,
- Hôtel de ville,
- Médiathèque,
- Salle du Manège,
- Salles des fêtes,
- Locaux et dépendances des services techniques,
- Les installations sportives,
- Les lieux de cultes.

Article 2 – les établissements scolaires.

La police municipale assure, en complément des actions des responsables d'établissements, conformément aux instructions de l'autorité municipale, la surveillance des établissements du cycle élémentaire notamment lors des entrées et sorties des élèves.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Les établissements scolaires ci-dessous désignés sont assurés prioritairement, compte tenu de la dangerosité des lieux, quatre fois par jour et principalement par les agents de la police municipale et l'agent de surveillance de la voie publique.

- Écoles Élémentaires : rue Andrée Patoux, rue de l'église,
- École Maternelle : Rue des 3 fontaines,
- Collège des 7 vallées, rue Andrée Patoux,
- Collège Notre Dame, Place d'Armes,
- École Saint-Joseph, Rue de Fressin,
- Ecole primaire, rue Ferdinand Lemercier

La Police Municipale assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire suivants :

- Le collège des 7 Vallées, rue Andrée Patoux,

Ces surveillances s'intensifient en cas de faits récurrents signalés par les chefs d'établissement scolaires ou par les parents d'élèves. A ce titre toute information relevant d'actes délictueux est relayée sans délai à la gendarmerie nationale.

Article 3 – le marché.

La Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- Le jeudi jour du marché de la commune d'Hesdin la forêt et à titre exceptionnel la veille lorsque celui-ci tombe un jour férié (Noël et jour de l'An).

Article 4 – les commémorations.

La Police Municipale assure la surveillance des cérémonies commémoratives organisées par la commune, notamment et en exemple :

- Le 08 mai
- Le 18 juin
- Le 14 juillet
- Le 11 novembre
- Etc.

Article 5 – les manifestations.

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale, soit par la police municipale, soit par les forces de sécurité de l'État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Les agents de la Police Municipale affectés, sur décision du maire, à la sécurité des manifestations sportives, récréatives, ou culturelles rassemblant plus de 300 spectateurs peuvent, pour contrôler l'accès aux enceintes dans lesquelles sont organisées les manifestations, procéder à l'inspection visuelle des bagages à main et avec le consentement de son propriétaire à leur fouille. En cas d'opposition de la fouille d'un bagage à main, il appartiendra à l'agent de la Police Municipale d'interdire à la personne ayant exprimé ce refus de pénétrer dans l'enceinte de la manifestation. Il avertira immédiatement un officier de police judiciaire territorialement compétent.

- Les ducasses (1er et 3-ème week-end de Septembre, et 1er week-end du mois de juin)
- La foire de la saint Nicolas (décembre)
- Les brocantes
- Les concerts
- Etc.

En cas de nécessité, la surveillance des infrastructures mobiles et des matériels est assurée par une société de sécurité privée. Les agents de sécurité de la société sont placés sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la Police Municipale tout au long du déroulement de la manifestation, notamment en termes de répartition des missions de sécurisation en milieu fermé.

Article 6 – circulation et stationnement.

La Police Municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article ci-après...

Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du Code de la Route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

Les opérations de mise en fourrière des véhicules seront effectuées prioritairement sur les voies et les parcs de stationnement publics du lundi au samedi et éventuellement les week-ends lorsque les effectifs de police municipale sont de service et lorsque les circonstances l'exigent.

Les procédures de mainlevées seront effectuées par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière (article R.325-8 du code de la route) et uniquement durant les heures d'ouverture du bureau de police municipale d'Hesdin-la-Forêt.

S'agissant des opérations de mise en fourrière de véhicules sur les parcs et voies privées, la Police Municipale pourra se charger de procéder à la mesure d'enlèvement et ce uniquement sur réquisition du maître des lieux pour un véhicule précis, après avoir tenté de joindre le propriétaire. A charge à la police municipale d'Hesdin-la-Forêt d'assurer la gestion et le suivi de la procédure qui relève exclusivement de sa compétence et responsabilité.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 7 – les contrôles routiers et de dépistage.

La Police Municipale informe au préalable le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Hesdin la forêt des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

La police municipale d'Hesdin-la-Forêt peut également procéder à des contrôles de dépistages de l'imprégnation alcoolique, conformément à l'article L234-9 du code la route. Ces contrôles sont autorisés sur réquisition écrite de l'Officier de Police Judiciaire Territorialement Compétent (OPJTC).

Article 8 – les amplitudes horaires.

Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance de l'ensemble du territoire d'Hesdin-la-Forêt dans les créneaux horaires suivants :

Périodes scolaires et hors période scolaire : 08h15 à 12h15 et de 13h45 à 17h00 le lundi ; mardi ; mercredi ; Vendredi et le jeudi de 07h00 à 12h00 et de 12h30 à 14h30.

La Police Municipale peut également dans le cadre de manifestations culturelles, sportives ou récréatives et notamment en période estivale, afin d'assurer la sécurisation, effectuer des services de nuits supplémentaires en dehors des créneaux horaires définis ci-dessus.

L'information sera transmise au Centre d'Opérations et de Renseignement de la Gendarmerie d'Arras.

Lorsque les circonstances l'exigent la Police municipale d'Hesdin la forêt peut être amené à travailler sur des horaires dits « décalés » de soirée et / ou de nuit, à ce titre, le Commandant de la Brigade la Gendarmerie Nationale d'Hesdin-la-Forêt sera tenu informé des services nocturnes programmés.

Article 9 – les sécurisations et les missions.

La Police Municipale d'Hesdin-la-Forêt assure plus particulièrement des actions de sécurisation et les missions suivantes :

- Des lieux commerçants,
- De l'ensemble du territoire de la commune d'Hesdin la forêt, en patrouilles véhiculées au moyen d'un véhicule sérigraphié de service et de VTT,
- De la voie publique, des voies privées ouvertes à la circulation publique ainsi que des lieux ouverts au public,
- La surveillance générale des espaces publics ou privés ouverts aux publics. A ce titre, la police municipale est susceptible d'intervenir sur un appel d'un tiers, du Service d'incendie et de secours ou à la demande de la Gendarmerie Nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique,
- L'exécution des arrêtés de police du Maire et des arrêtés préfectoraux, notamment ceux relatifs au R.S.D (Règlement Sanitaire Départemental),
- Le contrôle général de l'occupation du domaine public et veille au respect des arrêtés de police pris pour l'exécution des travaux sur la voie publique. Elle assure

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

également, en lien et coordination avec les services de la réglementation du commerce, la surveillance des terrasses, des débits de boissons, restaurants et autres établissements assimilés, et de tous types d'installations sur le domaine public,

- La constatation des infractions liées aux dépôts d'immondices, à l'affichage sauvage et à la réglementation relative à la publicité,

- La police de l'environnement (tapage, nuisances sonores caractérisées, veille à l'exécution de l'arrêté préfectoral relatif à la lutte contre les bruits de voisinage),

- L'exécution et le respect de la police funéraire et la constatation des infractions au Code de l'urbanisme et au Code de la construction et de l'habitation,

- En coordination avec les forces de sécurité de l'Etat, à la préservation de la tranquillité publique, notamment en luttant contre la présence de personnes en état d'ivresse dans les lieux publics (article L.3341-1 du Code de la santé publique). En cas de constatations d'un individu en état d'ivresse publique et manifeste dans les lieux ou l'espace public, la Police Municipale rend compte immédiatement à l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent ; Sur instruction la Police Municipale assure le transport du mis en cause auprès d'un médecin au fin d'établissement d'un certificat médical.

- En cas de constatation de crime ou de délit flagrant, tels que définis à l'article 53 du Code de procédure pénale, punis d'une peine d'emprisonnement, l'agent de la Police Municipale interpelle le ou les auteurs, rend compte à l'Officier de Police Judiciaire et se conforme à ses instructions. Le cas échéant, sur instruction de OPJ, l'agent de police municipale conduit le ou les auteurs à la brigade de Gendarmerie d'Hesdin-La-Forêt, pour le ou les mettre à disposition et rédige un rapport de mise à disposition

Durant les heures de service, la Police Municipale, répond à toutes les réquisitions ou interventions dans le cadre de ses compétences, sur appel d'un tiers ou à la demande de la gendarmerie nationale sur des lieux où se produisent des troubles à la tranquillité, à la sécurité publique ainsi qu'au bon ordre.

Article 10 – les chiens catégorisés.

Sans préjudice des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat, la police municipale assure le recensement des propriétaires, et/ou des détenteurs de chien(s) de première et de deuxième catégorie qui se présentent au service de Police Municipale.

Une copie du permis de détention de chiens dangereux pris sous forme d'arrêté municipal est transmise quotidiennement à la Gendarmerie pour faciliter les contrôles.

Le Commandant de la Gendarmerie et le Maire de la commune d'Hesdin la forêt ou leurs représentants, s'informent mutuellement des propriétaires et/ou des détenteurs d'animaux susceptibles d'être dangereux lorsqu'ils en ont connaissance, afin de pouvoir déclencher la procédure décrite à l'article R.211 du Code Rural.

Les opérations nécessaires à la capture et à la rétention des animaux en divagation sont assurées, par le service de la police municipale, ou en fonction du type d'animal, par tout autre service conventionné et apte à y procéder.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_76
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	7.5 Subventions
Objet : Plan de végétalisation des cimetières - demande de financement	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°22/12.06.2024 de la Communauté de Communes du Ternois datant du 12 juin 2024 portant sur l'institution du Groupe d'Action Locale Ternois 7 Vallées et le conventionnement LEADER pour la programmation 2023-2027 ;
- Vu la signature de la convention fondatrice AGR-GALL Ternois 7 Vallées en date du 16 avril 2025 ;

- Considérant la programmation LEADER 2023-2027 ;
- Considérant que la stratégie locale de développement du GAL Ternois 7 Vallées se déploie autour de l'objectif suivant : améliorer l'accessibilité, le maillage et la diversification des services à la population au service de l'attractivité du cadre de vie et de l'égalité d'accès aux services pour tous ;
- Considérant que la collectivité a consulté les services du CAUE 62 afin de s'inscrire dans une démarche de végétalisation des cimetières pour l'adaptation au changement climatique et la lutte contre les îlots de chaleur ; la préservation de la biodiversité et l'amélioration du cadre de vie mais aussi pour faciliter les entretiens de ce patrimoine communal ;
- Considérant que la collectivité souhaite engager des travaux de végétalisation et d'aménagement paysager au sein des cimetières communaux, visant à adapter ces espaces aux conséquences du changement climatique, à favoriser la biodiversité locale et à améliorer le cadre de vie ainsi que le confort thermique lors des visites ;
- Considérant que ce projet s'inscrit pleinement dans la transition écologique du territoire par la désimperméabilisation des sols, la réduction des îlots de chaleur urbains et la suppression définitive du recours aux produits phytosanitaires, conformément aux réglementations en vigueur ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- Considérant que ce projet est cohérent avec les actions de transition énergétique et préservation écologique du territoire (fiche action n°4) citées dans la programmation 2023-2027 ;
- Considérant que la mutation vers un « cimetière paysager et vivant » représente une transformation d'usage fondamentale permettant d'expérimenter de nouvelles techniques de gestion écologique (désimperméabilisation des allées, enherbement ciblé, plantation d'espèces végétales locales résilientes à la sécheresse, création de refuges pour la biodiversité) ;
- Considérant que pour expérimenter la mise en œuvre de tels aménagements, il convient de débuter sur un seul cimetière choisir à Sainte-Austreberthe ;
- Considérant que pour optimiser les coûts liés à ces travaux, les services techniques de la Ville d'Hesdin-la-Forêt réaliseront les travaux en régie ;
- Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

Dépenses	**Montant HT**	**Recettes**	**Montant HT**
Fournitures de semis, vivaces, terreau	2 654.27 €	Leader	10 008.80 €
Fournitures de miscanthus	511.85 €		
Equipements d'aménagements (bancs, mobiliers de récupération des eaux de pluie)	3 343.57 €		
Dépenses de personnel	5674.31 €	Ville d'Hesdin-la-Forêt	2 502.20 €
Communication et sensibilisation des usagers à la mutation des espaces	327 €		
TOTAL HT	**12 511 €**	**TOTAL HT**	**12 511 €**

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider le projet de végétalisation des cimetières ;
- De valider le plan de financement ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le co-financement auprès du Leader pour ce projet et à signer tout document relatif à cette opération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 11- les objets trouvés.

Sans préjudice des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat, la Police Municipale assure la prise en charge et la restitution des objets trouvés qui lui sont transmis par les particuliers et par les autres administrations publiques et/ou privées.

Les objets trouvés sur la commune d'Hesdin-la-Forêt sont remis à la Police Municipale qui en assure la garde et la restitution si nécessaire.

Les deux roues non motorisés, abandonnés sur la voie publique ou volés, sont remisés chez le fouriériste agréé, soit par la gendarmerie soit par la police municipale chacun en ce qui les concerne, soit directement par le fouriériste qui a la charge de la tenue du registre des deux roues non motorisées ainsi récupérés.

Article 12 – les modifications des conditions d'exercice.

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 11 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II

Modalités de la coordination

Article 13 – Réunions d'échange sur les missions prévues par la présente convention.

Le responsable de la Gendarmerie Nationale et le responsable de la Police Municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- ***Fréquence*** : minimum une par trimestre ou suivant la nécessité
- ***Lieu*** : Mairie d'Hesdin-La-Forêt
- ***Présence souhaitée*** :
  - Un représentant de l'état
  - Le Maire ou un Adjoint au maire
  - Un ou des représentants des forces de sécurité de l'état
  - Un représentant de la police municipale

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 14 - la circulation de l'information.

Le responsable de la Gendarmerie Nationale et le responsable de la Police Municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les militaires de la Gendarmerie Nationale et les agents de Police Municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

La Police Municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Article 15- l'armement des agents de police municipale.

Pour l'exercice de leurs missions, en application du code de la sécurité intérieure, en adéquation aux formations spécifiques et obligatoires, tous les agents de police municipale peuvent, selon les conditions d'emploi, la décision de l'autorité municipale et l'accord de l'autorité préfectorale, être dotés par la commune de Hesdin-la-Forêt des armes prévues à l'article R.511-12 du Code de Sécurité Intérieure.

Les agents de police municipale sont autorisés à porter les armes suivantes :

a) De la catégorie B1° et B6° :

Armes de poing chambrées pour le calibre 9x19 (9mm luger) ; avec l'emploi exclusif de munitions de service à projectile expansif.

Pistolet à impulsion électrique (PiE) de marque Taser de modèle T10.

b) De la catégorie B8° :

Générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes d'une contenance de plus de 100 ml ;

c) De la catégorie D :

Matraques télescopiques ; et générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes d'une contenance inférieur ou égale à 100 ml ;

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'Etat du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées classées en catégorie B-1°, B-8°, D-2°a et D-2b, dûment autorisées par arrêté préfectoral.

Tout usage d'une arme fait obligatoirement l'objet d'un rapport circonstancié à destination du Maire et de l'OPJTC qui le communique sans délai au Préfet et au Procureur de la République.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 16 – les moyens de communication.

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du Code de la Route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le Commandant de la Gendarmerie Nationale d'Hesdin-La-Forêt et le responsable de la Police Municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

En cas d'interpellation sur la base de l'article 73 du code de procédure pénale, si la personne soupçonnée est conduite devant l'officier de police judiciaire, avec usage de la contrainte, une garde à vue devra immédiatement être mise en œuvre.

En revanche si la personne consent à être conduite, sans qu'il soit fait usage de la force publique, l'Officier de Police Judiciaire conservera son pouvoir d'appréciation quant à la mise en œuvre d'une mesure de garde à vue.

Le rapport d'intervention, rédigé immédiatement, et remis à l'Officier de Police Judiciaire devra faire état des conditions exactes de la remise s'agissant notamment d'une éventuelle privation de liberté.

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

Pour toutes les raisons ci-dessus évoquées**,** le responsable des forces de sécurité de l'Etat s'assure que les policiers municipaux puissent joindre à tout moment un OPJTC.

TITRE II

COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Le Préfet du Pas de calais et le Maire d'Hesdin-la-Forêt conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale d'Hesdin-la-Forêt et les forces de sécurité de l'Etat, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

Cette coopération renforcée s'appuie sur la doctrine d'emploi des policiers municipaux déterminée par le Maire de la commune d'Hesdin-la-Forêt et les compétences qu'ils leurs sont dévolues par la loi.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Opérations communes.

Article 17 : Les missions en commun.

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale mettent en œuvre des missions en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant, mentionnées à l'article 14, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions :

- Opération de sécurisation sectorielle,
- Opération de contrôles routiers (vitesse, dépistage d'alcoolémie) sous la responsabilité de l'OPJTC responsable du dispositif,
- Opération d'éviction dans le cadre du concours de la force publique.

✓ La prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise,

- Assistance à la gendarmerie nationale en cas de trouble à l'ordre public,
- Appui opérationnel sans contact direct avec les manifestants.

✓ La sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.

✓ La prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les vols, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs ;

- Surveillances des habitations vacantes sur demande des résidents (Opérations Tranquillité Vacances – OTV),
- Visite des personnes âgées isolées recensées sur la période estivale,
- Surveillance des établissements sensibles (poste, banques, commerces),
- Sécurisation pédestre secteurs commerciaux, pavillonnaires et d'habitat collectif,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- ✓ L'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre,
  - Encadrement des manifestations organisées par les services scolaires et culturels de la commune,
  - Encadrement des manifestations dûment autorisées par le Maire de la commune.

Chapitre II

Procédures spécifiques

Article 18 – la transmission des données.

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière dans les domaines suivants :

- Procédures de mise en fourrière des véhicules,
- Immobilisation des véhicules et rétention des certificats d'immatriculation,
- Dégât au domaine public routier,
- Assistance à victime ou à personne en détresse,
- Permis de détention des chiens catégorisés délivrés par le Maire,
- Courrier et doléance d'administrés sur des faits identifiés,
- Avis de disparition inquiétante,
- État récapitulatif de l'opération « tranquillité vacances ».

- ✓ Du partage d'information sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition selon les doctrines d'emploi et partenariales définies dans le diagnostic local de sécurité.

Article 19 : L'accès aux fichiers

Conformément aux dispositions de la circulaire NOR IOCD1005604C du 28 février 2010 et du décret n°2010-569 du 28 mai 2010 modifié relatif aux personnes recherchées, les policiers municipaux, dans le cadre de leurs attributions légales et pour les besoins exclusifs des missions qui leurs sont confiées, seront rendus destinataires par les forces de sécurité de l'État des informations contenues dans les traitements de données inscrites aux fichiers suivants :

- **SNPC** : fichier nationale des permis de conduire en application de l'article L 225-5, 5° bis du code de la route ;

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

- **SIV** : Système d'immatriculation des véhicules en application de l'arrêté ministériel du 10 février 2009, article L 330-2 4° bis du code de la route ;

- **FOVeS** : fichier des objets et véhicules signalés, la communication de toutes ou parties des données à caractère personnel se font en application des dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2017.

- **FPR** : Fichier des personnes recherchées en application du décret n°2010-569 du 28 mai 2010.

- **DICEM** : Déclaration et identification de certains engins motorisés

- Système de contrôle automatisé,

Les policiers municipaux formuleront ces demandes de communication de données selon la procédure déterminée par le responsable des forces de sécurité de l'État lors des horaires d'ouverture de la Brigade Territorialement compétente. En dehors de ces horaires, la police municipale d'Hesdin-La-Forêt adressera ses demande d'interrogation directement auprès du CORG.

Les demandes urgentes formulées dans le cadre de la procédure recevront une réponse immédiate de la part des forces de sécurité de l'État.

Le fait pour un policier municipal de solliciter des informations qu'il utiliserait à des fins personnelles et / ou qu'il communiquerait à des tiers en dehors de la stricte activité du service l'exposera à des sanctions administratives et / ou pénales.

Article 20 : La formation

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations initiales, continues et préalables et d'entrainement en ce qui concerne l'armement au profit des polices municipales d'Hesdin-la-Forêt.

Les formations sont portées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) en ce qui concerne l'organisation et la définition des thèmes.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21- la présentation d'un rapport.

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le Maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention.

Ce rapport est communiqué au Préfet et au Maire.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_69-DE

Article 22- l'évaluation de la convention.

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion, lors d'une rencontre entre le Préfet et le Maire.

Le Procureur de la République est informé de cette réunion et y participe-s'il le juge nécessaire.

Article 23- durée de la convention.

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 24 – évaluation de la convention.

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire d'Hesdin-La-Forêt et le Préfet du département du Pas-de-Calais, conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Monsieur le Préfet,

Monsieur Le Procureur de la République,

Monsieur le Maire,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_70
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	3.1 Police municipale
Objet : Règlement portant sur l'utilisation d'un logiciel informatique professionnel pour la police municipale	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

VU la Convention n°108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé de données à caractère personnel ;

VU le règlement n° 2016/679 du Parlement européen, dit règlement général sur la protection des données ;

VU la Directive (UE) n°2016/680 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2212-5 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment son article L.511-1 ;

VU le Code de Procédure pénale notamment ses articles 15, 21 et 22 ;

VU le Code de la Route notamment son article L.130-4 ;

VU le Code de l'Environnement, notamment son article L. 571-18 ;

VU le Code de la Santé publique notamment son article L.1312-1 ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment son article L.480-1 ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

VU la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées notamment en son article 26 ;

VU l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel ;

VU le décret modifié n°95-409 du 18 avril 1995 pris en application de l'article 21 de la loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatif aux agents de l'État et des communes commissionnés et assermentés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions relatives à la lutte contre le bruit ;

VU le décret modifié n°2005-1309 du 20 octobre 2005, pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU le Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU l'arrêté du 14 avril 2009 autorisant la mise en œuvre de traitements automatisés dans les communes ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales par leurs fonctionnaires et agents habilités dont les dispositions sont complétés par l'acte règlement unique RU-009 relative aux communes pour la gestion des infractions pénales et par l'autorisation unique n° AU-016 a pour objectif d'encadrer les traitements mis en œuvre par les communes pour la gestion des missions confiées aux services de police municipale, à l'exception de celles ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en place un règlement ayant pour objectif de définir les règles d'utilisation du logiciel de traitements automatisés aux fins de recherche et de constatation des infractions pénales par les fonctionnaires et agents habilités affectés au service de la Police municipale d'Hesdin-la-Forêt ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire d'adopter un tel règlement ;

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- DECIDE de définir par l'établissement d'un règlement, l'utilisation du logiciel informatique métier de la Police Municipale d'Hesdin-la-Forêt tel qu'annexé à la présente délibération.
- APPROUVE les termes du projet de règlement ci-joint fixant les modalités de sa mise en application
- DIT que ce règlement sera notifié individuellement à chaque agent de police municipale affecté au service et utilisateur dudit logiciel
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le règlement ainsi que ses éventuels avenants et tout document en rapport avec la présente délibération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

REGLEMENT RELATIF A L'UTILISATION D'UN LOGICIEL INFORMATIQUE PROFESSIONNEL POUR LA POLICE MUNICIPALE

Commune Hesdin-la-Forêt

Article 1 : Objet du Règlement

Le présent arrêté porte sur les règles d'utilisation du matériel et de logiciel afin d'assurer les traitements informatisés ou non, mis en œuvre par la Commune ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales par les fonctionnaires et agents habilités (RU-009). Ses dispositions sont complétées par l'autorisation unique n°16, laquelle a pour objectif d'encadrer les traitements mis en œuvre par les communes pour la gestion des missions confiées aux services de Police municipale.

Article 2 : Missions concernées

Sont ainsi concernées les missions de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques confiées par le Maire à son service de Police municipale. Ces missions sont définies à l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article L.511–1 du Code de la Sécurité Intérieure.

Article 3 : Traitements automatisés autorisés

Les traitements automatisés de données à caractère personnel autorisés par le présent arrêté comprennent tout ou partie des catégories de données et informations définies par l'arrêté du 14 avril 2009. Il est mis en œuvre les traitements suivants :

- La recherche et la constatation d'infraction, au moyen de la tenue des registres de « main-courante » destiné à enregistrer les interventions des agents verbalisateurs ;
- L'élaboration et le suivi des rapports et procès-verbaux d'infractions ;
- La tenue d'un registre d'accueil physique et téléphonique du public ;
- La gestion des objets trouvés ;
- La gestion des stationnements abusifs et des fourrières automobiles ;
- La gestion des arrêtés portant sur les permis de détention des chiens de 1ère ou 2ème catégorie ;
- Le suivi des Opérations « Tranquillité Vacances » offertes à la population par la police municipale ;
- La gestion des carnets de verbalisation ;
- L'activité administrative (enquêtes administratives, courriers, arrêtés) ;
- Le fonctionnement interne (utilisateurs, canin, planning, bulletin de service, cadre activité, carte professionnelle, autorisation port d'arme, entraînement tir, stock armement, consignes, missions) ;
- Le module verbalisation électronique ;
- Le module poste de commandement.

Article 4 : Catégories de données et informations

Le présent arrêté couvre également la gestion des personnels affectés au service de Police municipale dès lors que les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre à cette fin sont conformes aux normes adoptées par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. S'agissant des personnels affectés au service de la Police municipale, seules les catégories de données à caractère personnel enregistrées suivantes peuvent être traitées dans le logiciel « YPOLICE »:

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

- Noms et prénoms de l'agent
- Date et lieu de naissance
- Sexe
- Photo
- Service d'affectation
- Fonction
- Données de connexion de l'agent
- Matricule
- Grade
- Adresse personnelle
- Téléphone personnel
- Téléphone mobile personnel
- Adresse email personnelle
- Coordonnées des personnes à aviser en cas d'urgence
- Date d'entrée dans l'affectation
- Date de mutation
- Date d'agrément parquet
- Date d'agrément préfecture
- Date de prestation de serment
- Date de port d'arme
- Date d'entrée dans la fonction publique territoriale
- Date des formations initiales
- Date des formations continues obligatoire.

Article 5 : Données personnelles concernées

Les traitements automatisés de données à caractère personnel autorisés par « Arrêté du 14 avril 2009 ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales par leurs fonctionnaires et agents habilités comprennent tout ou partie des catégories de données et informations suivantes. » :

1° Pour la tenue du registre de « main courante » :

a) Données relatives aux personnes faisant l'objet de l'intervention :
- Le nom, le nom d'usage et le(s) prénom(s) ;
- La date et le lieu de naissance ;
- Les coordonnées ;
- Le nom du représentant légal lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'un majeur incapable ;

b) Informations relatives à l'intervention :
- L'objet de la demande d'intervention ;
- La date et l'heure de la demande d'intervention ;
- Le lieu de l'intervention ;
- La réponse donnée à la demande d'intervention ;
- Les dates et heures de début et de fin d'intervention ;
- Le numéro du rapport d'intervention ou du procès-verbal dressé à la suite de cette dernière ;

c) Données relatives à l'agent chargé de l'intervention :
- Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule de l'agent chargé de l'intervention ;
- Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule des autres agents participant éventuellement à l'intervention ;

2° Pour l'élaboration et le suivi des rapports et procès-verbaux de constatation d'infractions :

a) Données relatives au contrevenant ou au mis en cause :
- Le nom, le nom d'usage et le(s) prénom(s) ;

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

- La date et le lieu de naissance ;
- L'adresse ;
- Les informations relatives à la pièce d'identité ;
- La profession ;
- Le nom du représentant légal lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'un majeur incapable ;

b) Informations relatives à l'infraction :
- Le lieu de l'infraction ;
- La date et l'heure de l'infraction ;
- La nature de l'infraction ;
- Le code NATINF de l'infraction ;
- Le numéro d'immatriculation du véhicule, en cas d'infraction au code de la route ;
- Le numéro du procès-verbal ;
- La date de la transmission du rapport ou du procès-verbal à l'officier de police judiciaire territorialement compétent ;
- La date et l'heure de mise à disposition éventuelle du mis en cause à l'officier de police judiciaire territorialement compétent ;

c) Données relatives à l'agent verbalisateur :
- Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule de l'agent verbalisateur ;
- Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule des autres agents participant éventuellement à l'intervention ;

d) Données relatives à la victime :
- Le nom, le nom d'usage et le(s) prénom(s) ;
- La date et le lieu de naissance ;
- L'adresse ;
- Les informations relatives à la pièce d'identité ;
- La profession ;
- Le nom du représentant légal lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'un majeur incapable ;

e) Éléments relatifs à la proposition éventuelle de transaction prévue à l'article 44-1 du code de procédure pénale :
- Date d'envoi de la proposition de transaction au contrevenant ;
- Mention de l'acceptation ou du refus du contrevenant ;
- Mention et date de l'homologation par le procureur de la République ;

3° Pour le suivi du paiement des amendes forfaitaires :

a) Données relatives au contrevenant :
- Le nom, le nom d'usage et le(s) prénom(s) ;
- La date et le lieu de naissance ;
- L'adresse ;
- Les informations relatives à la pièce d'identité ;
- La profession ;
- Le nom du représentant légal lorsqu'un procès-verbal est dressé à l'encontre d'un mineur ou d'un majeur incapable ;

b) Informations relatives à l'infraction :
- Le lieu de l'infraction ;
- La date et l'heure de l'infraction ;
- La nature de l'infraction ;
- Le code NATINF de l'infraction ;
- L'immatriculation du véhicule, en cas d'infraction au code de la route ;
- Le numéro CERFA du formulaire de contravention ou le numéro du procès-verbal ;
- Le numéro de feuillet du carnet de quittances ;
- Le montant de l'amende ;
- La mention et la date du paiement de l'amende contraventionnelle ;
- La mention et la date de la transmission de l'avis de contravention au ministère public ;

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

- La mention et la date de la transmission au Trésor public ;

c) Données relatives à l'agent verbalisateur :
- Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule de l'agent verbalisateur ;
- Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule des autres agents participant éventuellement à l'intervention.

Les traitements ne pourront comporter de données relatives à la filiation des victimes ou des personnes mises en cause et ne pourront pas comporter de fichier photographique.

Article 6 : Durée de conservation des données

Les données et informations enregistrées sont conservées conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du 14 avril 2009.
Les données et informations enregistrées dans les traitements ayant pour objet les finalités mentionnées aux 1° et 2° de l'article 5 sont conservées trois ans au plus à compter de leur enregistrement. Les données et informations sont ensuite archivées ou détruites dans les conditions prévues à l'article L. 212-4 du code du patrimoine ;
Les données et informations enregistrées dans les traitements ayant pour objet le suivi des amendes forfaitaires sont supprimées à compter du paiement de l'amende par le contrevenant dans le délai prévu aux articles 529-1 ou 529-9 du code de procédure pénale, ou à compter de l'expiration de ce délai en cas de non-paiement de l'amende.

Article 7 : Destinataires des données

1° les policiers municipaux sont les seuls autorisés à accéder directement aux données et informations contenues dans les traitements mentionnés au présent arrêté, après avoir été individuellement désignés et spécialement habilités par le Maire dans la limite de leurs attributions ;

2° les agents de surveillance de la voie publique sont uniquement autorisés à accéder à la création de leur activité journalière, ainsi qu'à la rédaction de leur rapport ;

3° peuvent également être destinataires de ces données et informations, par l'intermédiaire du responsable du traitement, en raison de leurs attributions ou de leur droit à en connaître pour l'exercice de leurs missions :

- le Maire ou l'adjoint au Maire ayant reçu délégation en matière de police municipale ;
- les magistrats du parquet ;
- l'officier de police judiciaire territorialement compétent ;
- les agents du Trésor public pour les données relatives au recouvrement des amendes ;
- les membres des services d'inspection mentionnés à l'article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales dans le cadre de la procédure de vérification mentionnée à cet article.

Il appartient au responsable de la Police municipale de remettre à l'agent nouvellement recruté l'arrêté portant habilitation individuelle à l'utilisation du logiciel métier de gestion de la Police municipale concomitamment à la perception d'un identifiant et mot de passe mis à sa disposition dont il en est l'unique responsable.

Article 8 : Sécurité et confidentialité

Le Maire, responsable du traitement et le chef de service de la Police municipale prennent les mesures nécessaires pour préserver la sécurité des données tant à l'occasion de leur recueil que de leur consultation, de leur communication et de leur conservation. Les agents du service de Police municipale ont accès aux données selon des profils utilisateurs spécifiques correspondant à leurs attributions, telles que définies dans leur arrêté portant habilitation individuelle à l'utilisation du logiciel métier de gestion de la Police Municipale. A cet égard, ledit accès ne peut s'effectuer que par un identifiant et un mot de passe

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_70-DE

individuels, régulièrement renouvelés. Un dispositif de traçabilité est mis en œuvre et tenu à la disposition du maire pour lui permettre d'exercer sa mission de contrôle.

Il est formellement interdit aux agents de police municipale et aux agents de surveillance de la voie publique de communiquer des données à caractère personnel à une tierce personne. Tout manquement à cette obligation fera l'objet d'une sanction administrative et ou à des poursuites d'ordre judiciaire.

Article 9 : Principe de proportionnalité et de pertinence

Les traitements ne pourront comporter de données relatives à la filiation des victimes ou des personnes mises en cause et ne pourront pas comporter de fichier photographique. Pour les missions hors gestion des infractions pénales : les zones de commentaire libre ne doivent comporter que des données adéquates, pertinentes et non excessives au regard des missions de police municipale concernées. Il est interdit de collecter ou de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, l'origine raciale, ethnique, l'orientation sexuelle vraie ou supposée, des informations relatives à la santé, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ou l'appartenance syndicale de celles-ci.

Article 10 : Autres utilisateurs du logiciel

Les administrateurs n'ayant pas le statut de policier municipal sont habilités à accéder au logiciel de traitement informatisé pour : la maintenance, le dépannage, les modifications de conception, les attributions de code d'accès, et de manière générale à tout ce qui touche le fonctionnement à l'exception de la recherche et constatation des infractions pénales ou autres informations à caractères nominatifs.

Article 11 : Respect des droits « Informatique et Libertés »

Les droits d'accès et de rectification s'exercent conformément aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée modifiée, auprès du responsable du traitement. Le responsable du traitement met à jour les données enregistrées conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi précitée, notamment à la demande de l'auteur de l'infraction, lorsque, pendant le temps où sont conservées les données, les faits ont été requalifiés par l'autorité judiciaire. De même, les données relatives à des faits ayant donné lieu à une relaxe devenue définitive ou à une décision de classement sans suite pour insuffisance de charges ou de non-lieu sont effacées sans délai dès que le responsable du traitement en a connaissance.

Une information claire des personnes concernées (usagers et personnels) est réalisée. Cette information précise notamment l'identité du responsable de traitement, les objectifs poursuivis, ainsi que l'existence d'un droit d'accès et de rectification au bénéfice des personnes identifiées dans le traitement. L'information est réalisée par voie d'affichage au sein du service de la police municipale.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026-[illegible]
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	3.5.3 Autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels
Objet : Convention de mise à disposition d'un espace communal au profit de l'espace France Services des 7 vallées	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la compétence pour conclure les conventions de mise à disposition de biens à titre gratuit exercée uniquement par l'organe délibérant en tant qu'il est chargé, conformément aux dispositions de l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales, de régler par ses délibérations les affaires de la collectivité territoriale.

Considérant qu'un audit réalisé par les services de la préfecture a révélé une situation structurelle inadaptée au service de la population, où la vétusté et l'inadaptation des locaux entravent quotidiennement la mission des agents et l'expérience des usagers., il été décidé de déménager la France Services au sein des locaux de la maison des permanences située 37 rue André Patoux, Hesdin-la-Forêt ;

Considérant que le montant total des travaux voté au budget communautaire consiste en des travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, d'aménagements des espaces (cloison, mobiliers) selon le cahier des charges du label France Services encadré par la Préfecture de département, le raccordement des systèmes de VMC, chauffage et électricité ainsi que l'installation de caméras de surveillance ;

Considérant que le respect des certaines règles s'impose aux utilisateurs pour garantir les meilleures conditions d'utilisation de(s) espace(s) communal(aux) ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver le projet de convention annexé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et les documents y afférents.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hes

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Vu pour être annexé à la délibération 2026-71

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN ESPACE COMMUNAL AU SEIN DE LA MAISON DES PERMANENCES

ENTRE

La Commune d'Hesdin-la-Forêt, dont le siège est situé Place d'Armes, 62140 Hesdin-la-Forêt, représentée par son Maire, Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil municipal en date du 30 septembre 2026
ci-après dénommée « la Commune »,

d'une part,

ET

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale de la Communauté de communes des 7 Vallées, dont le siège est situé 32, rue Jean Mermoz, 62990 Beaurainville, représenté par son Président, Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil d'administration en date du .....
ci-après dénommé « le CIAS »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique de proximité et d'accès aux services publics, le CIAS de la Communauté de communes des 7 Vallées assure le fonctionnement d'un Espace France Services destiné à faciliter l'accès des habitants aux services publics et à les accompagner dans leurs démarches administratives.

Afin de permettre l'exercice de ces missions dans des conditions adaptées, la Commune met à disposition du CIAS un espace communal.
La présente convention définit exclusivement les conditions matérielles et administratives de mise à disposition des locaux.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Commune met à disposition du CIAS un espace communal destiné à accueillir les activités de l'Espace France Services.

ARTICLE 2 – DÉSIGNATION DES LOCAUX

Les locaux mis à disposition sont situés Rue Andrée Patoux à HESDIN-LA-FORÊT (62140).

La superficie totale est de 105 m² décomposée comme suit :
- quatre bureaux
- un espace cuisine
- une salle de réunion
- une salle d'attente comportant un espace numérique et de reprographie

Les espaces communs éventuellement accessibles au CIAS sont les suivants :

PROJET

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

Couloir d'entrée et WC.

Un état des lieux pourra être établi contradictoirement lors de l'entrée dans les locaux.

ARTICLE 3 – DESTINATION

Les locaux sont exclusivement destinés à l'exercice des missions de l'Espace France Services.

Ils pourront notamment être utilisés pour :

- l'accueil des usagers ;
- l'information et l'orientation des habitants ;
- l'accompagnement aux démarches administratives ;
- l'accès aux services numériques nécessaires aux démarches ;
- l'accueil ponctuel des opérateurs et partenaires de France Services ;
- toute autre activité directement liée aux missions du dispositif France Services.

Toute utilisation étrangère à cette destination devra faire l'objet d'un accord préalable de la Commune.

ARTICLE 4 – ORGANISATION DU SERVICE

Le CIAS assure sous sa seule responsabilité l'organisation et le fonctionnement de l'Espace France Services.

Il détermine les modalités d'accueil des usagers, les horaires d'ouverture et l'organisation des permanences, dans le respect des règles applicables au dispositif France Services.

Le CIAS assure également les moyens humains nécessaires à l'exercice de ses missions.
Aucun agent de la Commune d'HLF n'est mis à disposition du CIAS dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5 – DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1er octobre 2026.

Elle sera reconduite tacitement pour des périodes successives d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions prévues à l'article 16.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIÈRES

La mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux pour les 5 premières années

Cette gratuité est justifiée par l'intérêt général attaché à l'accueil d'un service de proximité destiné à faciliter l'accès des habitants aux services publics et par la prise en charge des travaux d'aménagement à hauteur de 30 000 €.

Les charges et dépenses liées à l'utilisation des locaux à la charge du CIAS, au prorata des surfaces occupées soit 55 % (105 m² sur 191 m²), elles comprennent :

- Eclairage
- Chauffage
- Eau
- Assainissement.

PROJET

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

ARTICLE 7 – ENTRETIEN ET MAINTENANCE

La Commune assure les travaux relevant de la conservation générale de l'immeuble ainsi que les réparations qui lui incombent en qualité de propriétaire.

Le CIAS assure le bon usage et la propreté des locaux pendant les périodes d'occupation.

Il informe sans délai la Commune de toute dégradation, anomalie ou dysfonctionnement constaté.

Les réparations résultant d'une utilisation anormale ou fautive des locaux pourront être mises à la charge du CIAS lorsqu'elles lui sont imputables.

ARTICLE 8 – TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS

Aucun travail, aménagement ou modification des locaux ne pourra être réalisé par le CIAS sans l'autorisation préalable et écrite de la Commune.

Tout aménagement devra respecter les règles applicables en matière de sécurité, d'accessibilité et d'accueil du public.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Le CIAS est responsable des dommages résultant de son activité, de ses agents, de ses intervenants ou des personnes placées sous sa responsabilité.

Il garantit disposer d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile. Une attestation d'assurance pourra être communiquée à la Commune sur demande.

La Commune demeure responsable des obligations qui lui incombent en qualité de propriétaire du bâtiment.

ARTICLE 10 – SÉCURITÉ ET ACCUEIL DU PUBLIC

Le CIAS s'engage à respecter les règles de sécurité applicables au bâtiment et à l'accueil du public.

Il veille notamment au respect des consignes de sécurité incendie, des règles d'évacuation et au maintien dégagé des issues et circulations.

Les agents et intervenants du CIAS devront être informés des consignes de sécurité applicables aux locaux.

ARTICLE 11 – CLÉS ET MOYENS D'ACCÈS

La Commune remet au CIAS -- clé(s), badge(s) ou moyen(s) d'accès aux locaux.

Le CIAS en assure la conservation et ne pourra en permettre l'utilisation par des personnes non autorisées.

Les moyens d'accès seront restitués à la Commune à l'expiration de la convention.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Le CIAS et les personnes intervenant dans le cadre de l'Espace France Services sont tenus au respect de la confidentialité des informations dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs missions.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

La Commune n'a pas vocation à accéder aux dossiers ou informations individuels traités dans le cadre de l'activité de France Services.

PROJET

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

ARTICLE 13 – INTERVENTION DES PARTENAIRES FRANCE SERVICES

Le CIAS pourra accueillir dans les locaux les opérateurs et partenaires intervenant dans le cadre des missions de l'Espace France Services.

Ces interventions devront demeurer conformes à la destination des locaux et aux conditions d'accueil du bâtiment.

Le CIAS demeure responsable de l'organisation de ces interventions.

ARTICLE 14 – SOUS-MISE À DISPOSITION

Le CIAS ne pourra sous-louer les locaux ni les mettre à disposition d'un tiers à titre permanent.

La présence ponctuelle des partenaires et opérateurs de France Services dans le cadre de leurs missions est autorisée conformément à l'article 13.

ARTICLE 15 – ÉTAT DES LIEUX

Lors de la mise à disposition des locaux, un état des lieux contradictoire pourra être dressé entre les parties afin de constater leur état initial.

À l'issue de la présente convention, un état des lieux de sortie pourra être réalisé dans les mêmes conditions afin de constater l'état des locaux au moment de leur restitution.

Le CIAS s'engage à restituer les locaux dans l'état dans lequel ils lui ont été remis, sous réserve de l'usure normale liée à une utilisation conforme à leur destination et aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

Chacune des parties pourra mettre fin à la présente convention sous réserve du respect d'un préavis de trois mois notifié par écrit.

En cas de manquement grave ou répété aux obligations prévues par la convention, celle-ci pourra être résiliée après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 30 jours.

La Commune pourra également mettre fin à la mise à disposition pour un motif d'intérêt général, sous réserve d'un délai raisonnable permettant, dans la mesure du possible, au CIAS d'assurer la continuité du service.

ARTICLE 17 – FIN DE LA MISE À DISPOSITION

À l'expiration de la convention ou en cas de résiliation anticipée, le CIAS libérera les locaux et restituera l'ensemble des clés, badges et équipements appartenant à la Commune.

ARTICLE 18 – MODIFICATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit signé par les parties.

ARTICLE 19 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

À défaut d'accord amiable, le litige relèvera de la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 20 – ANNEXE

Est annexé à la présente convention :

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_71-DE

Annexe 1 : Plan et désignation des locaux

Fait à HESDIN-LA-FORÊT, le .....

En deux exemplaires originaux.

Pour le CIAS des 7 Vallées Le Président, Matthieu DEMONCHEAUX	Pour la Commune d'Hesdin-la-Forêt Le Maire, Matthieu DEMONCHEAUX

PROJET

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_72-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_72-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_72
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	7.10 Divers
Objet : Tarif de location des chalets de Noël 2026	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29 et suivants relatifs aux compétences du conseil municipal ;

Vu la volonté de la commune d'organiser un marché de Noël le samedi 19 et dimanche 20 décembre 2026 afin de dynamiser la vie locale et soutenir l'activité des commerçants et artisans du territoire ;

Considérant qu'il convient de fixer les tarifs de location des chalets mis à disposition des exposants dans le cadre de cet événement ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Fixe le tarif de location d'un chalet à 40,00€
- Fixe un tarif de caution de 30,00€ par chalet à verser à la réservation ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_73
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	1.4 Autres contrats
Objet : Convention de mise à disposition d'emplacements permettant l'accueil et l'exploitation des équipements constitutifs du réseau Syndicat Fibre Numérique 59/62	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-29 ;

Vu le projet de convention de mise à disposition d'emplacements établi entre Hesdin-la-Forêt (Commune déléguée de Sainte Austreberthe) et le Syndicat Fibre Numérique 59/62 ;

Considérant que la commune d'Hesdin-la-Forêt est compétente ;

Considérant que la réalisation et l'exploitation du réseau Syndicat fibre Numérique 59/62 nécessitent l'installation d'équipements techniques sur différents emplacements appartenant à ou mis à disposition par des propriétaires ;

Considérant que la ville d'Hesdin-la-Forêt a accepté de mettre à disposition l'emplacement situé 51 rue de l'église – Sainte Austreberthe- Parcelle 0119 – Section cadastrale AB, afin de permettre l'installation, l'exploitation, la maintenance, l'entretien, la réparation et, le cas échéant, le renouvellement des équipements constitutifs du réseau ;

Considérant que les conditions techniques, administratives, financières et juridiques de cette mise à disposition doivent être définies par convention ;

Considérant que le projet de convention annexé à la présente délibération précise notamment les emplacements concernés, la destination des lieux, les équipements autorisés, les conditions d'accès, la durée de la mise à disposition, les responsabilités respectives des parties, les conditions financières ainsi que les modalités de résiliation et de remise en état ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver la convention de mise à disposition d'emplacements telle qu'annexée à la présente délibération et en particulier les modalités financières, une redevance annuelle de 50 euros,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout avenant, acte ou document nécessaire à son exécution, sous réserve que ces actes ne modifient pas substantiellement l'économie générale de la convention.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_78-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_78-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_78
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	4. Fonction publique
Objet : instauration des indemnités horaires de travaux supplémentaires (IHTS)	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 08/09/2026,

Considérant que la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. A défaut de compensation sous forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées dans les conditions fixées par le décret n°2002-60 susvisé. Néanmoins, seuls les agents relevant aux grades de catégorie C et B peuvent prétendre au versement d'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

Considérant que la notion d'heures supplémentaires correspond aux heures effectuées à la demande de l'autorité territoriale ou du chef de service dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Considérant que le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_78-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- DECIDE d'adopter les modalités de mise en œuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) telles qu'annexées à la présente délibération ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document en rapport avec la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Vu pour être annexé à la délibération 2026

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Convention Passerelles IoT



CAP FIBRE
Groupe Axione

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

L'objet de la présente Convention est la mise à disposition d'Emplacements par le Propriétaire, propriétaire ou gestionnaire de droit direct permettant d'accueillir les équipements constitutifs du réseau

PREAMBULE

Ce projet s'inscrit dans la continuité du déploiement de la Fibre Optique afin d'apporter de nouveaux services/usages permettant de répondre à des contraintes réglementaires (Environnement, Sécurité, Accessibilité) mais également sur la réduction des dépenses énergétiques, en vue d'une meilleure gestion des ressources (Eau, chauffage, éclairage).
L'objectif du projet est de collecter, d'échanger et d'analyser des données afin d'être une aide à la prise de décision de l'usager qui exploite le ou les services.
Dans ce cadre, le Syndicat Fibre Numérique 59/62 a missionné CAP FIBRE pour le déploiement de ce réseau.

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

« Equipements » : désignent les équipements et les câbles que L'OCCUPANT mettra en place sur les Emplacements, décrits à l'Annexe 1.

« Emplacements » : désignent les surfaces mises à disposition de L'OCCUPANT par le Propriétaire dans le cadre de la présente Convention et décrites à l'article 2.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'OCCUPANT est autorisé, à occuper à titre précaire et révocable, les Emplacements désignées ci-dessous afin de lui permettre d'implanter, de mettre en service et d'exploiter des Equipements tels que décrits en Annexe I.

Type de biens	Commune	Adresse	Numéro de parcelle	Section Cadastrale
MAIRIE	**Commune Nouvelle d'Hesdin-la-Forêt**	**Rue de l'église Saint Austeberthe**	**0119**	**AB**

ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION

L'OCCUPANT est autorisé à édifier les équipements, à ses frais, sur les Emplacements suivants :

- **MAIRIE**

L'OCCUPANT prendra toute disposition pour s'assurer que les chemins des câbles, soient aussi discrets que possible.

ARTICLE 4 – DESTINATION DES LIEUX MIS A DISPOSITION

L'OCCUPANT ne pourra affecter les lieux à une destination autre que le déploiement de Passerelles dans le cadre de la Convention de délégation de service public.

Les lieux mis à disposition sont strictement destinés à l'exploitation des Equipements décrits en annexe I à l'exclusion de tout autre usage. Ils ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque.

Le Propriétaire pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux contradictoire pourra être dressé par le Propriétaire.

A l'expiration de la présente Convention, quel qu'en soit le motif, l'OCCUPANT devra évacuer les lieux occupés, enlever les Equipements qu'il aura installés et remettre les lieux en l'état, à ses frais.

A défaut, le Propriétaire utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'OCCUPANT, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de trois mois.

ARTICLE 6 – TRAVAUX ET ENTRETIEN

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

L'exécution des travaux d'installation est à la charge de l'OCCUPANT et sous sa responsabilité.

Les installations et les équipements mis en place dans le cadre de la présente Convention seront réalisés conformément aux normes techniques et aux règles de l'art. Le PROPRIETAIRE remettra, préalablement au début des travaux, un schéma électrique à jour de son installation, le N° de PDL du raccordement ENEDIS ainsi que le Dossier Technique Amiante (DTA) du site concerné.

L'OCCUPANT devra s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité ou la sécurité des lieux mis à sa disposition ou nuire à leur bonne tenue.

De même, l'OCCUPANT, en tant que délégataire de service public, devra maintenir en bon état d'entretien, de bon fonctionnement et de propreté, pendant toute la durée des présentes, ses installations conformément aux règles de l'art, à ses frais exclusifs et sous sa seule responsabilité de manière qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à l'exploitation et au fonctionnement dans et sur le bâtiment.

Toute intervention nécessaire à la maintenance des équipements devra être signalée préalablement au Propriétaire.

ARTICLE 7 – AUTORISATION ADMINISTRATIVE

L'OCCUPANT devra solliciter toutes les autorisations exigées par la réglementation en vigueur et en particulier par le code de l'Urbanisme et l'autorisation spéciale de travaux délivrée par l'Architecte des Bâtiments de France, lorsque la situation de son installation le nécessite avant de commencer les travaux.

Il fera son affaire personnelle des autorisations administratives nécessaires à la mise en place des équipements techniques, sans que le Propriétaire ne puisse être inquiété.

Le cas échéant, l'OCCUPANT fournira copie de l'ensemble des autorisations susvisées.

Dans l'hypothèse où, pour une raison quelconque, l'OCCUPANT n'obtiendrait pas la ou lesdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit sans indemnité, ni préavis.

ARTICLE 8 – SAUVEGARDE DES ACTIVITES DE L'OCCUPANT

Le Propriétaire s'engage à ne pas laisser s'installer sur le site des équipements de radiocommunication d'autres entités sans avoir préalablement obtenu l'assurance de leur compatibilité radioélectrique avec les équipement existants et demandé aux futurs contractants de communiquer à l'OCCUPANT les études de compatibilité radioélectriques ayant permis cette conclusion.

En cas de travaux relatifs à la réparation de l'EMPLACEMENT et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des équipements de l'OCCUPANT, le Propriétaire en avertira l'OCCUPANT dans un préavis de 3 mois avant le début des travaux, en lui précisant à titre indicatif, leur durée. Ce préavis ne s'applique pas dans le cas de travaux rendus nécessaire par la force majeure ou l'urgence, dûment justifiées.

Le Propriétaire fera ses meilleurs efforts pour retenir la meilleure proposition concernant la durée des travaux et proposer à l'OCCUPANT une solution de remplacement pendant cette durée des travaux, afin de permettre à l'OCCUPANT de transférer et de continuer à exploiter ses équipements dans les meilleures conditions. Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour l'OCCUPANT ne serait trouvée, l'OCCUPANT se réserve le droit de résilier la présente convention sans préavis, ni indemnité.

ARTICLE 9 – SAUVEGARDE DES ACTIVITES DU PROPRIETAIRE

Les Equipements et leur fonctionnement ne devront engendrer aucune interférence sur les autres équipements qu'utilise éventuellement, à partir du même site, le Propriétaire.

Dans l'hypothèse où il s'avèrerait, après enquête technique, que les Equipements de l'OCCUPANT gênent les émissions et/ou les réceptions radioélectriques du propriétaire et/ou du voisinage, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de l'OCCUPANT sous réserve de la conformité de ces matériels avec les normes et réglementation en vigueur.

Faute pour l'OCCUPANT de supprimer ces perturbations dues de son fait, il s'engage par avance à retirer ses équipements, dans les plus brefs délais.

Enfin l'installation et le fonctionnement des Equipements ne devront engendrer aucune gêne pour le Propriétaire dans l'exercice de ses activités.

ARTICLE 10 - ACCES

Les Equipements sont entièrement autonomes et fonctionnent sans personnel.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Pour les besoins de maintenance préventive des installations et de leur entretien, l'OCCUPANT devra informer le Propriétaire, au moins trois (3) jours à l'avance, de son désir d'accéder au site.

Pour les besoins de maintenance curative des installations, le Propriétaire s'engage à autoriser l'accès sous un jour ouvré.
Dans tous les cas, les personnes intervenantes devront justifier de leur appartenance aux services de l'OCCUPANT ou justifier de leur qualité de sous-traitants dûment mandatés. A défaut, l'accès au site ne sera pas autorisé. Un représentant du Propriétaire donnera accès aux lieux occupés si ces conditions ont été remplies. Le Propriétaire se réserve le droit d'interdire à l'OCCUPANT l'accès aux locaux pour des raisons de sécurité publique pendant de brèves périodes (organisation de manifestations exceptionnelles, mesures anti-terroristes, etc.).

ARTICLE 11 – SECURITE ET IMPACT DES INSTALLATIONS

L'OCCUPANT s'engage à respecter les limites définies à l'annexe II pour l'exposition aux champs électromagnétiques, tant pour le public que pour l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir à proximité des antennes.

La mise en place, y compris la matérialisation des périmètres de sécurité de 30 cm autour de l'antenne radio et de restriction d'exposition est à sa charge. L'OCCUPANT précisera ces périmètres par un balisage de son choix (chaînette de couleur ou autre moyen de signalisation) si les périmètres de sécurité sont physiquement accessibles au public et par un affichage permanent de proximité. Pour la définition des périmètres de sécurité et de restriction d'exposition, l'OCCUPANT devra prendre en compte les installations déjà existantes.

Le Propriétaire se réserve le droit de faire procéder à son initiative et selon le protocole de l'Agence Nationale des Fréquences à des contrôles afin de vérifier que les seuils d'exposition sont respectés et que les affichages et matérialisation des périmètres de sécurité sont bien en place sur le site.

Si, au-delà du périmètre de sécurité, les mesures d'exposition s'avéraient non conformes à la réglementation ou bien si le balisage sur le site n'était pas en place, les frais de ces mesures seront imputés à l'OCCUPANT.

Pendant toute la durée de la Convention, l'OCCUPANT s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques sera toujours conforme à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment en matière de santé publique.

Les niveaux de référence retenus dans la présente convention sont ceux qui ont été établis dans le cadre de la recommandation de l'Union Européenne du 12 juillet 1999 transcrite en droit français par le décret du 3 mai 2002. Ils seront susceptibles d'évolution en cas de données nouvelles établies dans le cadre de l'ICNIRP, de l'OMS, de l'Union Européenne ou du gouvernement français

En cas d'évolution des seuils d'exposition du public, l'OCCUPANT s'engage à réaliser à ses frais tous les travaux de mise en conformité éventuellement nécessaires.

En cas d'impossibilité pour l'OCCUPANT de se conformer à l'évolution desdits seuils d'exposition, à la réglementation ou aux normes dans les délais prescrits, l'OCCUPANT suspendra les émissions des équipements concernés jusqu'à leur mise en conformité ou pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis ni indemnité.

Pour l'application de cet article, on entend par public : l'ensemble des personnes, particuliers ou professionnels (autres que ceux mandatés par l'opérateur) appelés à intervenir à proximité des antennes.

ARTICLE 12 – CARACTERE PERSONNEL DE L'OCCUPATION

L'OCCUPANT s'interdit de concéder ou sous-louer l'emplacement mis à sa disposition, sauf accord exprès du Propriétaire.

L'OCCUPANT s'engage à porter à la connaissance du Propriétaire dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation tout fait quel qu'il soit, notamment toute usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits du Propriétaire.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITE - ASSURANCE

L'OCCUPANT certifie disposer d'une assurance " Dommage aux biens " pour les Equipements et une assurance Responsabilité Civile pour tous les risques locatifs et de voisinage.

L'OCCUPANT demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses Equipements.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

L'OCCUPANT aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuels pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

L'OCCUPANT contractera à cette fin auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance, une ou plusieurs polices d'assurance garantissant notamment les risques d'incendie, explosion, foudre, dégâts des eaux, responsabilité civile.

ARTICLE 14 – DUREE DE LA CONVENTION

Sous réserve des dispositions de l'article 16, la présente Convention prend effet à compter de la date de signature.
Les emplacements désignés à l'article 2 seront mis à disposition de l'OCCUPANT à cette même date.

La présente convention est conclue jusqu'à la fin normale de la Convention de délégation de service public, soit jusqu'au 3 novembre 2041.

Sous réserve, le cas échéant, du respect des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques, la Convention pourra être prorogée et transférée au Délégant ou, le cas échéant, au nouveau délégataire.

ARTICLE 15 – REDEVANCE

En contrepartie de la mise à disposition des emplacements mentionnés à l'annexe 1, THD 59-62 verse au Propriétaire une redevance annuelle de 50 €.

ARTICLE 16 – DENONCIATION ET RESILIATION

La présente Convention sera résiliée de plein droit par le Propriétaire en cas de :

- Refus ou retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exercice de ses activités,
- Perturbations des émissions radioélectriques au-delà des seuils définis en Annexe 2,
- Non-paiement de la redevance aux échéances convenues, après réception par l'OCCUPANT d'une lettre recommandée avec un accusé de réception et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois,
- En cas de nécessité de procéder à une restructuration entraînant la démolition totale ou partielle de l'immeuble, objet de la Convention, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception,

La présente convention pourra être résiliée de plein droit sur l'initiative de l'OCCUPANT dans les cas suivants :

- Cessation par l'OCCUPANT pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition, sauf si le Délégant décide que la Convention sera transférée à lui ou à un nouveau Délégataire,
- Résiliation anticipée de la convention de délégation de service public, signée par l'OCCUPANT avec son Délégant, à la condition que l'OCCUPANT communique au PROPRIETAIRE un courrier du Délégant indiquant qu'il ne souhaite pas se voir transférer la présente Convention,
- Condamnation pénale de l'OCCUPANT le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité, sauf si le Délégant décide que la Convention sera transférée à lui ou à un nouveau Délégataire,
- Suppression ou non renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de radiocommunication, sauf si le Délégant décide que la Convention sera transférée à lui ou à un nouveau Délégataire,
- Refus ou retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exercice de ses activités, sauf si le Délégant décide que la Convention sera transférée à lui ou à un nouveau Délégataire,
- Changement dans l'architecture du réseau exploité par l'OCCUPANT ou évolution technologique conduisant à une modification de ce même réseau.

ARTICLE 17 – CESSION DE LA CONVENTION

Toute cession partielle ou totale de la présente convention par l'OCCUPANT, sous quelque modalité que ce soit, ne peut se faire sans l'accord du Propriétaire.

Le Propriétaire accepte dès à présent, de manière ferme et irrévocable que, en raison des activités de service public délégué dont THD 59-62 est concessionnaire, La Fibre Numérique le Délégant du service public concédé à THD 59-62, puisse se substituer de plein droit à cette dernière, en cas de caducité ou d'expiration anticipée de la Convention de DSP signée entre le Délégant THD 59-62.

Dans les deux cas définis ci-dessus, THD 59-62 informera Le Propriétaire par lettre recommandée trois (3) mois avant la date d'effet de ladite cession

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

ARTICLE 18 – NOTIFICATION

Toute correspondance entre les Parties, relative à l'exécution de la présente convention, sera adressée de la manière suivante :

Contact administratif
Nom : Petit Prénom : Francis
Fonction : MAIRE Délégué Coordonnées : 03 21 86 84 76 - contact@hesdinlaforêt.fr
Contact technique Propriétaire
Nom : Leroy Prénom : Laetitia
Fonction : Contact technique Coordonnées : 03 21 86 84 76 - laetita.leroy@hesdinlaforêt.fr

Contact technique Occupant
Nom : HAMDI Prénom : Lyes
Fonction : Conducteur de travaux Coordonnées : 06 99 11 84 76

ARTICLE 19 – ELECTION DE DOMICILE

Les Parties élisent domicile au lieu figurant en tête des présentes.
Chaque partie informera l'autre de tout changement de domicile susceptible d'intervenir.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront soumises à la juridiction compétente.

ARTICLE 21– ANNEXES

Sont annexés à la présente convention les éléments suivants :

Annexes I
- annexe 1.1 : Descriptif technique des Equipements à installer
- annexe 1.2 : EXE puis DOE (après installation des Equipements)

Annexe II
- Seuil d'exposition aux champs électromagnétiques à respecter

Annexe III
- Plan de Prévention AXIONE

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à ..... le.....

Pour le Propriétaire,

Pour L'OCCUPANT
Monsieur Bastien NEVEJANS
Directeur de la société THD 59-62

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

ANNEXE 1.1 : Description technique des Equipements à installer

Listing Matériel	
	Kerlink Wirnet Istation 868
	OA-868M06-NF 860MHz - 870MHz 6dBi Omni-Directional Outdoor Antenna
	Coffret LUNA M Omelcom CO605 -
	DNX3 C16 LeGrand 4500/3 4067 83
	ONT Nokia ISAM G-010P-A - 65 mm x 90 mm x 100 mm

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

ANNEXE 1.2 : EXE puis DOE (après installation des Equipements)

L'EXE sera présenté au Propriétaire lors du conventionnement.
Le DOE sera remis au Propriétaire après les travaux.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

ANNEXE 2 : Seuil d'exposition du public aux champs électromagnétiques à respecter

Pour l'application de la présente convention, les antennes radio ne devront pas générer au-delà des périmètres de sécurité matérialisés par les soins de l'opérateur des rayonnements supérieurs aux seuils prévus par la recommandation de l'Union Européenne du 12 juillet 1999 transcrite en droit français par le décret du 3 mai 2002.

La bande de fréquence utilisée pour les transmissions radio est libre, dite ISM, mais régulée.

Elle est comprise entre 863 et 870 MHz, avec une extension à 875.6MHz et supportera la norme LoRa

Liaison montante (capteur vers la passerelle LoRa) :
La puissance de transmission UL (liaison montante) est de 25mW (14dBm) PAR (ERP en anglais)
Temps d'émission : 1% moyenné sur 1 heure (< 36s)

Liaison descendante (passerelle LoRa vers capteur) :
La puissance de transmission DL (liaison descendante des Gateway) est de 500mW (27dBm) PAR (ERP en anglais).
Temps d'émission : 10% moyenné sur 1 heure (<360s)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Décret n° 92-158 du 20 février 1992

Travaux effectués dans une entreprise utilisatrice (E.U.) Par une (ou des) entreprise(s) extérieure(s) (E.E.)

En application de l'article R4512-7 (créé par décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)) cité dans le décret n°92-158 du 20 février 1992, le présent document doit être établi en concertation, après une visite préalable des lieux et avant le démarrage des opérations entre le responsable de l'EU et les responsables de toutes les EE qui seront amenés à travailler sur le même site.

1- DESCRIPTION DES TRAVAUX /

Conception, déploiement, exploitation et maintenance d'une infrastructure de réseau bas débit et de cas d'usages d'objets connectés sur un site de type : Mairie.

2- RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Le Plan de Prévention est un document établi entre le propriétaire du site (EU) et une/des entreprise(s) extérieure(s) (EE) afin de lui faire connaitre les risques et les mesures à prendre pour les réduire.

3- VISITE PRÉALABLE DES LIEUX DE TRAVAIL AVANT LE DÉBUT DE L'OPÉRATION

Lors de l'inspection commune préalable, vous déterminez les risques qui vous sont applicables.
Pour cela, cochez les cases correspondantes : oui/non en première colonne des descriptions des risques pages suivantes.

Date de l'inspection : 21/ 07/ 2025 **Date de fin de validité FIN DES TRAVAUX**

Entreprise Utilisatrice (EU)	N°	Adresse	Téléphone
Signataire de la convention			
Entreprises Extérieures (EE)	**N°**	**Adresse**	**Téléphone**
AXIONE	1	75 allée de Suède 62223 FEUCHY	06.62.95.43.47
EXELIUM	2	10 All. Lavoisier, 59650 Villeneuve-d'Ascq	07.76.75.76.01
( )	3		

Le personnel des entreprises sous-traitantes est soumis aux mêmes règles que l'ensemble du personnel des EE : il doit bénéficier de la même information et disposer des mêmes types de matériels de sécurité.

4- ORGANISATION DES SECOURS : Tout accident doit être signalé au propriétaire/gestionnaire et Axione

Thomas BRACKE : Chef de projets IoT Axione
Tel : +33 6 21 34 30 80
Mail : t.bracke@axione.fr
Damien ROLLAND : prévention santé et sécurité Axione
Tel : +33 7 63 73 85 66
Mail : d.rolland@axione.fr

15	17	18	112	114
SAMU	POLICE GENDARMERIE	POMPIERS	TOUTE URGENCE	TOUTE URGENCE MAL ENTENDANT

Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Les entreprises extérieures devront être munis d'une trousse de secours adaptée aux risques générés par leurs activités

5- CONSIGNES GÉNÉRALES

Chaque entreprise intervenante devra être en possession du plan de prévention sur le site lors des opérations.
Les prescriptions définies dans ce document seront portées à la connaissance de chaque salarié intervenant sur le site sous la responsabilité de chaque Chef d'Entreprise (ou de son représentant).
En cas de risques spécifiques (ex : amiante), de consignes particulières liées à certains établissements : un plan de prévention spécifique devra être établi.
Les DAT et DAAT sont à la charge du propriétaire du bâtiment.

Lors des interventions, les EPI suivant devront être portés : Casque avec jugulaire 4 points, lunettes de sécurité, gants adaptés, chaussures de sécurité montantes, protections auditives à disposition et portées selon exposition au bruit.

6- POINTS À VÉRIFIER LORS DE L'INSPECTION PRÉALABLE

1- Inspection commune des lieux de travail : *Inspection des installations sanitaires, vestiaires, locaux de restauration, indication de voies de circulation, etc.…*
2- Inspection du matériel éventuellement mis à disposition de l'EE (à éviter dans la mesure du possible)
3- Délimitation du secteur de l'intervention
4- Matérialisation des zones de ce secteur et du matériel qui peuvent présenter des dangers
5- Communication auprès du chef d'EE des consignes de sécurité applicables aux opérations

7- OBSERVATIONS - REMARQUES - DÉTAILS

Remarques liées à certaines coactivités ?
Pas de coactivité

RISQUES COMMUNS À TOUTES INTERVENTIONS :

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

ORIGINE ET NATURE DES RISQUES	MESURES DE PREVENTION A PRENDRE	Oui Non	EU	EE1	EE2	EE3	EE4	EE5	EE6
ACCÉS AU SITE									
Circulation en véhicule pour accès au site **Heurt**	- Equipements et/ou véhicule adapté aux conditions de circulation - Respecter le Code de la Route - Entretenir et vérifier son véhicule - Respecter les consignes de circulation spécifiques à chaque site.	O		X	X				
Stationnement et Intervention sur voie publique : bord de route, trottoir, … **Heurt**	- Port d'un vêtement haute visibilité - Si possible, stationner sur une place de stationnement - Si stationnement en zone de chantier : véhicule équipé de bandes réfléchissantes, d'un gyrophare et/ou d'un tri flash, selon Code de la Route - Avec arrêté de circulation : à adapter à la configuration de la route et aux conditions météo Mise en place du balisage approprié, suivre les recommandations du guide de la signalisation temporaire de l'OPPBTP - Arrêté de stationnement -utiliser uniquement les places qui ont été préalablement balisées	O		X	X				
Circulation horizontale et verticale **Chute de plain-pied**	- Port d'un vêtement haute visibilité, chaussures de sécurité, protection de la tête adaptée - Eclairage portatif si nécessaire - Rester vigilant à l'état du sol et l'environnement lors des déplacements à pied - Rangement et propreté, conserver les accès dégagés	O		X	X				
Travailleur Isolé **Malaise / Chute**	- **Intervention en binôme** ou justifier d'une procédure d'intervention pour travailleur isolé - Présence d'un moyen d'appel d'urgence - Lorsque l'opération est réalisée de nuit ou dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité de l'entreprise utilisatrice est interrompue, le chef de l'entreprise extérieure intéressé prend les mesures nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.	O		X	X				
Travaux en hauteur **Chute de hauteur / Chute d'objet**	- Les activités qui nécessitent de travailler en hauteur doivent en priorité se faire en sécurité collective (Echafaudage, nacelle, PIRL…) - Utilisation d'un matériel = vérification annuelle + vérification stabilité. - Le travail à l'échelle est proscrit. Lorsque ceci est impossible, un mode opératoire dérogatoire doit être défini (et fourni à Axione en cas d'activités sous-traitées). - Les zones de travail être doivent être balisées	O		X	X				
Travaux en hauteur : Utilisation des moyens d'accès existants **Chute de hauteur / Chute d'objet**	- Toujours utiliser les moyens d'accès qui sont vérifiées tous les ans - Une personne par volée d'escalier (si escalier de maintenance). - Respecter les consignes présentes sur le site (port du harnais, présence d'un rail soll…) - Une personne par palier de repos - Si accès insuffisamment sécurisés : arrêter toute activité et contacter Axione - Les intervenants devront être formés pour les	O		X	X				

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

	ascensions sur pylône ou château d'eau								
Travaux à la nacelle / nacelles spécifique **Chute de hauteur / Chute d'objet**	- Le travail doit s'effectuer en sécurité individuelle (port des EPI antichute). - L'opérateur de la nacelle doit être accompagné d'une vigie au sol, sensibilisée à la manœuvre des commandes d'urgence. - Nacelle : VGP sans non-conformité, CACES adapté, Autorisation de conduite	N							
Création des points d'ancrage et ligne de vie et/ou mise en place de protection collective **Chutes de hauteur**	<u>Activités sur ligne de vie ou depuis un point d'ancrage :</u> • Le travail doit s'effectuer en sécurité individuelle (port des EPI antichute) et fait l'objet d'un mode opératoire dérogatoire spécifique (cf. process travail en hauteur). • Ligne de vie et PA soumis à vérification annuelle. • Personnel formé & habilité. • EPI vérifiés et VGP à jour. • Matériel spécifique vérifié et conforme. <u>Pour le reste des activités ;</u> • Privilégier les activités en protection collective, avec garde-corps. • Si absence de garde-corps, le travail doit s'effectuer dans un périmètre délimité par un balisage (par potelets lestés et chaînette bicolore blanc et rouge) - ce balisage s'interrompt dès que l'on s'approche à moins de 3m du vide (exceptionnellement 2m si obstacle) et toute activité dans cette emprise est alors interdite (sauf si présence de ligne de vie ou point d'ancrage (tous deux vérifiés annuellement) permettant l'utilisation d'une sécurité individuelle). • Ne pas laisser de skydomes ouverts ou de trémies sans protection	N							
Intervention hors des protection collectives en grande hauteur **Chute de hauteur / Chute d'objet**	Le travail doit s'effectuer en protection collective - Port du harnais antichute, avec absorbeur d'énergie dans la nacelle - L'opérateur de la nacelle doit être accompagné d'une vigie au sol, sensibilisée à la manœuvre des commandes d'urgence. Nacelle : VGP, CACES, AC **En cas d'impossibilité, stopper l'activité et contacter Axione**	N							
Chute dans l'eau : intervention à proximité de bassin, retenues d'eau, château d'eau selon accès : **Noyade**	Ne jamais intervenir seul Ne jamais intervenir en dehors des protections collectives ou à moins de 2 d'un bassin sans mise place de mesures spécifiques : - EPI adaptés (gilets de sauvetage) - Procédures d'intervention à convenir avec l'exploitant	O		X	X				
ÉLECTRIQUE									
Travaux électriques **Electrisation / Electrocution**	<u>En cas de proximité de réseaux aériens :</u> - Intervention par du personnel formé et titulaire d'une habilitation électrique NFC 18510 adaptée au domaine de tension (BT) valide - Vérification de l'environnement avant intervention et de l'état de l'installation - Interdiction d'intervenir à moins de 3m d'un réseau BT ou HTA nu sous tension en aérien	O		X	X				

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

	sans demande de protection au préalable auprès d'ENEDIS.								
	De manière générale, toujours privilégier le travail hors tension : mise en place de consignation (cadenas) et vérification d'absence de tension (VAT). Lorsque cela n'est pas possible, un mode opératoire doit être défini (et fourni à Axione). Formation & habilitation du personnel EPI spécifiques (caques à visière intégrale, gants isolants, Tapis isolants, outils isolants)	O		X	X				
MANIPULATION DE FIBRE OPTIQUE									
Raccordement Fibre Optique Tests et mesures **Lésion Oculaire**	- Ne pas porter la fibre directement à l'œil - Couper à la source avant manipulation - Mise en place de bouchon de protection pour fibre optique - Selon classe de laser, porter les lunettes de protection correspondantes - Port des lunettes de sécurité ou visière recommandé	O		X	X				
INCENDIE									
Tous travaux par point Chaud (Soudage métaux/Découpage /Meulage) **Incendies / Brulures**	- Extincteur à portée de main	N							
Présence de produits inflammables, combustible, groupe électrogène, batteries, installations électriques **Incendies / Brulures**	- Interdiction de fumer - FDS des produits chimiques à disposition - Recommandation : Extincteur contrôlé et adapté à proximité immédiate de la zone d'intervention	O		X	X				
Défaillance des nouvelles installations électriques **Incendies / Brulures**	- Contrôles des nouvelles installation électriques par un organisme certifié avant utilisation	O		X	X				
PRODUITS CHIMIQUES									
Utilisation de produits chimiques **Brulures, irritation de la peau, des yeux, des voies respiratoires**	- Port des EPI adaptés, en fonction de la FDS - FDS des produits chimiques utilisés à disposition - Les produits chimiques sont stockés sur rétention - Privilégier les produits chimiques non CMR	O		X	X				
POLLUTION / ENVIRONNEMENTS									
Présence déjections de pigeons Présence animaux tels que serpents / rats / nid de guêpes **Morsures / Intoxication / Empoisonnement**	- Evacuation des lieux selon analyse des risques sur place, droit de retrait - Informer Axione si besoin de faire procéder à un nettoyage / désinfection des lieus - Port des EPI adaptés : vêtements de travail, protection des mains, protection des yeux, protection des voies respiratoires selon risques - Bombe insecticide - En cas de morsure ou piqure : procédure d'alerte des secours	O		X	X				
Poussière / Bruit / Autres **Lésions respiratoires / auditives**	- Port des EPI adaptés : protection respiratoire, protections auditives	O		X	X				
Intervention en milieu naturel Utilisation de produits chimiques dangereux Déchets **Risques de destruction de la faune/flore** **Risque de pollution de l'air**	- Stockage de produits dangereux sur le lieu d'intervention interdit - Les produits chimiques sont conservés sur rétention pour éviter tout déversement - Nettoyage de la zone en cas de déversement accidentel	N							

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

	- Limiter l'utilisation de produit ou équipements susceptibles de rejeter de gaz à effet de serre (Co2, COV, NO2) - Nettoyer la zone en fin d'intervention, évacuer les déchets, respecter les consignes de tri								
Risques de nuisances sonores/vibrations pour les tiers	- Utilisation d'engins / outillages bruyants conformes (sur l'émission de nuisance sonore CE) - - Pas d'intervention bruyante en dehors des horaires de travail de jour	O		X	X				
MANUTENTİON MANUELLE									
Port de charges **Lésion du dos**	-Sensibilisation aux gestes et postures et aux risques liés à la manutention manuelle -Privilégier les moyens mécaniques d'aide à la manutention -Effectif adapté à la charge à lever -Port des EPI adaptés : gants de manutention, chaussures de sécurité -Réaliser un échauffement préalable	O		X	X				
OUTİLS									
Utilisation de machine outils portatives **Ecrasement / coupure / projection**	-Port des EPI adaptés : chaussures de sécurité, gants adaptés, protection des yeux, protections auditives si nécessaire -Utilisation d'outillage portatif conforme à la norme CE et en bon état -Vérification et contrôle des équipements (arrêt d'urgence, carters de sécurité) -Respect des consignes d'utilisation (constructeur et mode opératoire) -Sensibilisation à l'utilisation des outils -Privilégier les équipements avec dispositifs anti-torsion et anti-vibration	O		X	X				
ESPACES CONFINES									
Intervention dans des espaces confinés / Vides sanitaires Asphyxie / Anoxie Chute de hauteur	Avant toute intervention procéder à une mesure atmosphérique et une aération Les détecteurs de gaz sont étalonnés conformément à la notice constructeur Présence d'une vigie en entrée, sensibilisés aux mesures d'urgences Balisage de la zone de travail Port des EPI adaptés avec masque et combinaison jetable au besoin Ne jamais utiliser les échelles d'accès non contrôlés. La descente se fait à l'aide d'échelles contrôlés tous les ans en bon état, dépassant de 1m.	O		X	X				
PRESENCE D'ANTENNES RADIO									
Exposition à des rayonnements	Coupures des antennes avant de démarrer les activités si nécessaire Respecter les balisages et signalisation mis en place par les différents opérateurs Présence d'un exposimètre sur le chantier	O		X	X				
AMIANTE									
	DAT et DAAT à la charge de propriétaires des bâtiments En cas de présence d'amiante avéré lors des repérages, envisager un autre cheminement Si un autre cheminement n'est pas possible, ces travaux front l'objet d'un plan de prévention	N							

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

	spécifique, et réalisé par du personnel formé sous-section 4 **SI suspicion d'amiante, stopper l'activité et Alerter Somme Numérique et Axione**								
EVENEMENTS CLIMATIQUES									
Fortes températures / Températures hivernales	Se tenir informer des alertes météo Privilégier les EPI adapté aux conditions climatiques du moment En cas de fortes chaleur prévoir 3L d'eau fraiches par personne sur le chantier En cas de malaise (fatigue due à la chaleur ou coup de chaud) mettre la personne dans un coin ombragé et suivre les instructions annexées à ce plan de prévention	O		X	X				
INTERVENTION EN CLOCHERS OU COMBLES SOUS TOITURES									
Travaux ou passage à proximité de cloches **Bruit / Vibrations / Heurt**	Consignation préalable du clocher durant toute la durée des interventions	N							
Présences de planchers endommagés / fragilisés **Chute de hauteur / Chute d'objet**	Les planchers non marchables devront être signalés -Sinon, une étude préalable et une remise en conformités des planchers devra être réalisée avent les travaux	N							
AUTRES									
Crise Sanitaire, pandémie **Pathologies liées à la maladie**	-Respect des mesures sanitaires gouvernementales -Respect des protocoles entreprise	N							

Effectif	EU	EE1	EE2	EE3	EE4	EE5	EE6
Nombre de personne pouvant intervenir sur le site							

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_73-DE

Signatures

Pour l'Entreprise Utilisatrice (EU)			
Num	Nom du Signataire	Coordonnées	Signature
0	Pierre GUILLEMANT	Mairie 5 Rue de l'Europe 62127 Magnicourt en Comte	

Entreprises Extérieures (EE)			
Num	Nom du Signataire	Coordonnées	Signature
1	Aurélien CARE	Axione 75 Allée de Suède 62223 Feuchy	
2	Nasser TAFTAF	EXELIUM 10 All. Lavoisier, 59650 Villeneuve-d'Ascq	
3			
4			
5			
6			

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_74-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_74-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_74
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	3.5 Autres actes de gestion du domaine public
Objet : Dénomination de la salle des fêtes de la commune déléguée de Sainte Austreberthe	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le code général des collectivités locales,
Considérant la volonté de rendre hommage en nommant la salle des fêtes de la commune déléguée de Sainte Austreberthe située rue de l'église Sainte Austreberthe ;
Considérant qu'il convient de donner un nom officiel à cet équipement public afin de faciliter son identification par les administrés et les usagers ;
Considérant le choix de nommer cette salle en l'honneur de Michel DUQUENNOY, Maire de la commune de Sainte Austreberthe1971 à 2003 ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Décide de dénommer officiellement la salle des fêtes de la commune déléguée de Sainte Austreberthe : « Salle Michel DUQUENNOY » ;
- Autorise Monsieur le Maire à procéder à la pose signalétique correspondante et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Mathieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
62140

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_75
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	1.4 Autres contrats
Objet : Modification de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à la Ville d'Hesdin-la-Forêt - Aménagement de l'Office de tourisme intercommunal	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu les statuts de la Communauté de communes des 7 Vallées ;

Vu le projet d'aménagement de l'Office de tourisme intercommunal, intégré à l'opération globale de restauration et de valorisation du patrimoine de la Ville d'Hesdin-la-Forêt, dans le cadre de sa candidature à l'appel à projets FEDER « Patrimoine culturel et touristique » ;

Vu les délibérations de la ville d'Hesdin-la Forêt du 18 février 2026, et du Conseil communautaire des 7 Vallées, du 12 février 2026 approuvant la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage,

Vu l'ajournement de l'examen du dossier de demande de subvention FEDER, qui devait être présenté au comité de programmation du Conseil régional Hauts-de-France du 31 juillet 2026 ;

Vu le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage modificative annexé à la présente délibération ;

Considérant que les locaux destinés à accueillir l'Office de tourisme intercommunal appartiennent à la Ville d'Hesdin-la-Forêt ;

Considérant que les travaux réalisés par la Ville d'Hesdin-la-Forêt et ceux réalisés pour le compte de la Communauté de communes des 7 Vallées sont intégrés dans une même opération et réalisés au sein d'un même ensemble immobilier ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

Considérant que pour assurer l'unicité et la cohérence de l'opération, la maîtrise d'ouvrage des travaux peut être confiée à la Ville d'Hesdin-la-Forêt ;

Considérant qu'il convient de distinguer les travaux relevant de la Ville, susceptibles de bénéficier du FEDER, des travaux réalisés pour le compte de la Communauté de communes au titre de l'aménagement de l'Office de tourisme intercommunal ;

Considérant que la convention annexée modifie la répartition des travaux en tenant compte que la ville est seule bénéficiaire de la subvention FEDER conformément aux instructions du FEDER ;

Considérant que cette distinction permet d'assurer une séparation claire des dépenses engagées par chacune des collectivités et des financements correspondants ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve les modifications à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage relative à l'aménagement de l'Office de Tourisme, annexée à la présente ;
- Approuve la répartition financière des travaux entre la Ville et la CC7V, telle que définie dans la convention,
- Autorise le Maire à signer ladite convention actualisée ainsi que tous documents complémentaires nécessaires à accomplir toutes les formalités nécessaires à sa mise en œuvre ;
- Charge le Maire de la mise en œuvre de la convention y compris le suivi et la réception des travaux, conformément à la convention modifiée.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
62140

Version du 04/09/2026

Vu pour être annexé à la délibération du conseil 2026-75

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

VILLE D'HESDIN-LA-FORÊT 62140

Hesdin la-Forêt

SEPT VALLÉES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

PROJET

Aménagement de l'Office de Tourisme intercommunal des 7 Vallées au sein de l'Hôtel de Ville d'Hesdin-la-Forêt

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes des 7 Vallées à la ville d'Hesdin-la-Forêt et remboursement des dépenses

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

Table des matières

PREAMBULE 3
PARTIES CONTRACTANTES 4
ARTICLE 1 : OBJET 5
ARTICLE 2 : PERIMETRE DES TRAVAUX 5
ARTICLE 3 : ORGANISATION DES TRAVAUX 5
ARTICLE 4 : MAÎTRISE D'OUVRAGE ET BENEFICAIRE FEDER 6
ARTICLE 5 : OBLIGATION DE LA VILLE D'HESDIN LA FORÊT 6
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES 7 VALLEES (CC7V) 6
ARTICLE 7 : REPARTITION FINANCIERE ENTRE LA VILLE ET LA CC7V 6
7.1 Répartition des lignes de dépenses à la charge de la Ville 7
7.2 Répartition des lignes de dépenses à la charge de la CC7V 7
ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES .. 7
8.1 Travaux initialement prévus 7
8.2 Travaux modificatifs ou supplémentaires 8
8.3 Prestations de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage 8
8.4 Modalités de versement et solde définitif 9
ARTICLE 9 : F.C.T.V.A. 9
ARTICLE 10 : ACCORD SUR LA RECEPTION DES OUVRAGES 9
ARTICLE 11 : MISE À DISPOSITION GRATUITE DES LOCAUX 10
ARTICLE 12 : DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION 10
ARTICLE 13 : MODIFICATION / RESILIATION 10
ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES 11

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

PREAMBULE

Depuis 5 années, la Ville d'Hesdin-la-Forêt a engagé une opération globale de restauration, de valorisation et de mise en tourisme de son patrimoine historique et culturel.
Après avoir mené une opération importante de restauration de l'église Notre-Dame de 2023 à 2025, la Ville poursuit son plan de restauration du patrimoine public.
Dans le cadre d'un appel à projet FEDER "Patrimoine culturel et touristique", la Ville d'Hesdin-la-Forêt a intégré à son projet global l'opération portée initialement par la Communauté de communes des 7 Vallées, compétente en matière de développement et de promotion touristiques. L'ambition est de restaurer une partie des locaux de l'Hôtel de Ville au pied du beffroi, destiné à accueillir l'Office de tourisme intercommunal.
Cette opération s'inscrit dans un cadre communal plus large, comprenant notamment :

- La restauration de la chapelle Saint-Jean, classée Monument Historique ;
- La restauration de la Bretèche (avant-corps de l'Hôtel de Ville), classée Monument Historique ;
- L'aménagement de locaux destinés à accueillir l'Office de tourisme intercommunal au pied du beffroi, dans une partie de l'Hôtel de Ville classée Monument Historique ;
- La restauration du beffroi, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO et classé Monument Historique.

Afin d'assurer la cohérence globale de ce projet, et l'unicité de la maîtrise d'ouvrage sur un ensemble immobilier historique appartenant à la Ville, la Communauté de communes a décidé de confier à la Ville d'Hesdin-la-Forêt la maîtrise d'ouvrage de l'opération par voie de délégation.
La Communauté de communes des 7 Vallées a, dans ce cadre, engagé et financé les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à l'aménagement des locaux destinés à accueillir l'Office de tourisme intercommunal jusqu'à la phase du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) incluse, et a transféré son contrat de maîtrise d'œuvre à la Ville pour la suite de l'opération.
La présente convention, conclue sur le fondement du code de la commande publique et notamment les articles L2421-1 à L2422-13 relatifs à la maîtrise d'ouvrage. Elle a pour objet de définir :

- les modalités de réalisation des travaux par la Ville d'Hesdin-la-Forêt, en qualité de maître d'ouvrage délégué ;
- les conditions de remise des ouvrages ;
- ainsi que les modalités financières et la participation de la Communauté de communes des 7 Vallées au financement des travaux d'aménagement destinés à accueillir l'Office de tourisme intercommunal.

La présente convention est indissociable d'une convention de mise à disposition des locaux conclu par ailleurs, dont certaines stipulations sont reprises littéralement.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

PARTIES CONTRACTANTES

Entre les soussignés :

La Ville d'Hesdin-la-Forêt,

Représentée par Monsieur Matthieu DEMONCHEAUIX, en qualité de Maire,
Adresse : Hôtel de Ville, 10 place d'Armes, Hesdin, 62140 Hesdin-la-Forêt
Numéro SIRET : 934 483 553 00012
Autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du conseil municipal du XXXX,
Agissant en qualité de propriétaire des locaux, de maître d'ouvrage unique de l'opération et de bénéficiaire de la subvention FEDER pour les travaux relevant de sa compétence sus définis,

Ci-après dénommée **"La Ville"**,

Et

La Communauté de communes des 7 Vallées (CC7V),

Représentée par Monsieur Etienne PERIN en qualité de vice- Président en charge du tourisme,
Adresse : 6 Rue du Général Daulle, Hesdin 62140 Hesdin-la-Forêt
Numéro SIRET : 200 044 030 00019
Autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du conseil communautaire du 12 février 2026,
Compétente en matière de développement touristique et de gestion de l'Office de tourisme intercommunal,
Ci-après dénommée **« la CC7V »**,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

ARTICLE 1 : OBJET

La Ville d'Hesdin-la-Forêt procédera à l'ensemble des missions de maitrise d'ouvrage, à compter du lancement des marchés travaux, au sens du code de la commande publique et la présente convention a pour objet de définir :

- La réception de l'ouvrage ;
- L'accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus,
- La participation financière de la CC7V aux travaux nécessaires à l'exercice de sa compétence « promotion du tourisme ».
- Les responsabilités respectives de la Ville et de la CC7V, dans le strict respect des règles FEDER.
- Les conditions de mise à disposition des locaux à la CC7V

ARTICLE 2 : PERIMETRE DES TRAVAUX

Les travaux concernés par la délégation portent exclusivement sur les aménagements tels que définis dans le programme validé par les parties.
Les travaux objet de la présente convention sont réalisés au sein d'une partie de l'Hôtel de Ville d'Hesdin-la-Forêt, bâtiment historique, situé 10 place d'Armes – 62140 Hesdin-la-Forêt, au pied du beffroi, sur les locaux destinés à accueillir l'Office de Tourisme communautaire.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DES TRAVAUX

Les études sont finalisées, et les marchés attribués :

Travaux d'aménagement de l'office du tourisme	**Montant lot € HT prévisionnel**
Gros œuvre étendu (démolitions-maçonnerie-gros œuvre-assainissement-carrelage)	279 512,48 €
Menuiseries extérieures et intérieures - aménagement	180 897,00 €
Plâtrerie	37 500,75 €
Elévateur PMR	30 924.00 €
Electricité	78 898,00 €
Chauffage - ventilation - plomberie sanitaire	75 071,75 €
Peinture	37 100,00 €
Aménagement extérieur	60 631,90 €
TOTAL € HT	**780 536.04 €**

La ville d'Hesdin-la-Forêt organisera un « comité Technique – Phase Travaux », comprenant :

- 1 ou 2 représentants de la Communauté de Communes 7 Vallées,
- 1 ou 2 représentants la ville d'Hesdin-la-Forêt,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

Les membres de ce comité :

- Auront communication de l'ensemble des comptes rendus de réunion établis par le Maître d'œuvre ;

La Ville d'Hesdin-la-Forêt, en qualité de maître d'ouvrage, est seule habilitée à approuver les avenants aux marchés de travaux relevant de ses compétences propres.
Pour les avenants relevant des compétences de la Communauté de Communes des 7 Vallées (CC7V), la Ville adressera à la CC7V le projet d'avenant. La CC7V disposera d'un délai franc de quinze (15) jours à compter de la réception pour notifier son acceptation ou son refus. À défaut de réponse dans ce délai, le projet d'avenant sera réputé approuvé.
Il est expressément entendu que la Ville demeure le signataire officiel et le donneur d'ordre des marchés de travaux.

ARTICLE 4 : MAÎTRISE D'OUVRAGE ET BENEFICAIRE FEDER

La Ville demeure maître d'ouvrage unique de l'ensemble des travaux, bénéficiaire exclusif de la subvention FEDER pour les travaux relevant de sa compétence sus définis et propriétaire des bâtiments concernés.
La CC7V n'est ni maître d'ouvrage, ni bénéficiaire de la subvention FEDER.
La Ville assume toutes les responsabilités financières, juridiques et administratives liées à la réalisation et à la justification des travaux.
Le financement FEDER ne pourra porter uniquement que sur la partie de travaux relevant de la compétence de la Ville.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DE LA VILLE D'HESDIN LA FORÊT

La Ville assure la passation des marchés publics, la réalisation des travaux, et la gestion comptable.
La Ville garantit le respect des règles FEDER, en particulier l'absence de double financement et l'identification claire du bénéficiaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES 7 VALLEES (CC7V)

La CC7V fournit, si nécessaire, des éléments techniques ou fonctionnels pour adapter les locaux à l'exercice de sa compétence.
La CC7V n'engage aucune dépense sur l'assiette FEDER ni n'exerce de contrôle sur la subvention.

ARTICLE 7 : REPARTITION FINANCIERE ENTRE LA VILLE ET LA CC7V

La répartition des travaux entre la CC7V et la ville d'Hesdin-la-Forêt est prévisionnelle dans l'attente de la convention officielle du FEDER.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

7.1 Répartition des lignes de dépenses à la charge de la Ville

Travaux d'aménagement de l'office du tourisme	Montant en € HT
Lot 1 : Gros œuvre étendu	279 512,48 €
Lot 2 : Menuiseries extérieures	84 651,00 €
Lot 4 : Elévateur PMR	30 924,00 €
Lot 5 : électricité pour les travaux concourant à la restauration du bâtiment	40 053,00 €
Lot 6 : Chauffage Ventilation	75 071,00 €
Lot 8 : Aménagements extérieurs	60 631.90 €
TOTAL € HT	**570 844,13 €**

7.2 Répartition des lignes de dépenses à la charge de la CC7V

Travaux d'aménagement de l'office du tourisme	Montant en € HT
Lot 2 : Menuiseries intérieures et aménagements	96 246,00 €
Lot 3 : Plâtrerie	37 500,75 €
Lot 5 : Electricité pour l'aménagement de l'office du tourisme	38 845,00 €
Lot 7 : Peinture	37 100,00 €
TOTAL € HT	**209 691,91 €**

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES

La Ville d'Hesdin-la-Forêt, en sa qualité de maître d'ouvrage de l'opération, assure l'engagement, le règlement et le suivi de l'ensemble des dépenses liées à la réalisation des travaux.
La Communauté de communes des 7 Vallées prend en charge et rembourse à la Ville d'Hesdin-la-Forêt les dépenses correspondant aux travaux strictement nécessaires à l'exercice de sa compétence en matière de tourisme et à la réalisation de l'Office de tourisme intercommunal, tels que définis dans la présente convention.

8.1 Travaux initialement prévus

La Communauté de communes des 7 Vallées rembourse à la Ville les dépenses correspondant aux travaux relevant de sa compétence, selon la répartition des lignes de dépenses et des montants figurant dans la présente convention et ses annexes.
Le remboursement intervient au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
À ce titre, la Ville d'Hesdin-la-Forêt adresse à la Communauté de communes des 7 Vallées des appels de fonds correspondant aux dépenses effectivement engagées et réglées par la Ville au titre des travaux relevant de la compétence communautaire.
Chaque appel de fonds est établi sur la base des situations de travaux, décomptes, factures ou autres pièces justificatives correspondantes et est accompagné des

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

justificatifs nécessaires permettant à la Communauté de communes des 7 Vallées de vérifier le montant des dépenses concernées.

8.2 Travaux modificatifs ou supplémentaires

Pendant l'exécution de l'opération, des travaux modificatifs ou supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires pour répondre aux besoins de l'Office de tourisme intercommunal ou aux nécessités de sa réalisation.
Lorsqu'ils concernent des travaux relevant de la compétence de la Communauté de communes des 7 Vallées et qu'ils entraînent une augmentation des dépenses mises à sa charge, ces travaux devront faire l'objet d'une validation préalable et expresse de la Communauté de communes des 7 Vallées.
À cette fin, la Ville d'Hesdin-la-Forêt transmet à la Communauté de communes des 7 Vallées les éléments permettant d'apprécier la nécessité des travaux envisagés, leur nature, leur coût prévisionnel ainsi que, le cas échéant, leur incidence sur le calendrier de l'opération.
Aucun travail modificatif ou supplémentaire entraînant une dépense supplémentaire pour la Communauté de communes des 7 Vallées ne pourra être engagé par la Ville avant réception de l'accord préalable et express de la Communauté de communes des 7 Vallées.
Les dépenses correspondant aux travaux ainsi validés seront prises en charge et remboursées par la Communauté de communes des 7 Vallées dans les conditions prévues au présent article.
En cas de nécessité résultant de contraintes techniques, de sécurité ou de circonstances imprévues imposant une intervention immédiate, la Ville pourra prendre les mesures nécessaires à la continuité ou à la sécurité de l'opération. Elle en informera la Communauté de communes des 7 Vallées dans les meilleurs délais et lui communiquera les éléments justificatifs ainsi que l'incidence financière correspondante.

8.3 Prestations de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La quote-part de la Communauté de communes des 7 Vallées au titre des prestations de maîtrise d'œuvre pour la partie travaux et d'assistance à maîtrise d'ouvrage est calculée au prorata du montant hors taxes des travaux réalisés pour son compte par rapport au montant hors taxes total des travaux de l'opération.
Cette quote-part est intégrée au montant des dépenses prises en charge par la Communauté de communes des 7 Vallées.
La quote-part est calculée selon la formule suivante :
Quote-part CC7V des frais de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage =
Montant HT des travaux réalisés pour le compte de la CC7V ÷ Montant HT total des travaux de l'opération × Montant HT total des frais de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage.
Le montant pris en compte au titre des travaux réalisés pour le compte de la Communauté de communes des 7 Vallées comprend, le cas échéant, les travaux modificatifs ou supplémentaires préalablement validés par celle-ci dans les conditions prévues au présent article.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

8.4 Modalités de versement et solde définitif

Les sommes dues par la Communauté de communes des 7 Vallées sont versées à la Ville d'Hesdin-la-Forêt au fur et à mesure de l'avancement des travaux et de la réalisation des dépenses correspondantes.
Les appels de fonds sont établis par la Ville sur la base des dépenses effectivement engagées et réglées et sont accompagnés des justificatifs correspondants.
Le montant cumulé des sommes versées par la Communauté de communes des 7 Vallées ne pourra excéder le montant des dépenses lui incombant au titre de la présente convention, y compris les travaux modificatifs ou supplémentaires ayant fait l'objet d'une validation préalable et expresse de sa part.
À l'issue de l'opération, la Ville d'Hesdin-la-Forêt établira un décompte définitif des dépenses relevant de la compétence de la Communauté de communes des 7 Vallées, tenant compte de l'ensemble des dépenses effectivement réalisées, des éventuels travaux modificatifs ou supplémentaires validés et de la quote-part des frais de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage.
Ce décompte donnera lieu, le cas échéant, à un dernier appel de fonds ou à la régularisation des sommes versées.

ARTICLE 9 : F.C.T.V.A.

Les opérations réalisées dans le cadre de cette convention de maîtrise d'ouvrage, ouvrent le droit à la Communauté de Communes de bénéficier du FCTVA. Par conséquent, les dépenses de la Ville d'Hesdin-la-Forêt seront imputées comptes 458 et seront exclues de l'assiette du FCTVA. La Communauté de Communes intégrera annuellement, par une opération d'ordre budgétaire, aux comptes 21 et 23 de son compte financier unique, la facture dressée par la Ville d'Hesdin-la-Forêt, et bénéficiera du FCTVA à ce titre.

ARTICLE 10 : ACCORD SUR LA RECEPTION DES OUVRAGES

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, la ville devra obtenir l'accord préalable la Communauté de Communes 7 Vallées sur les travaux relevant de l'exercice de sa compétence avant la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes :
- la Communauté de communes s'assurera de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.
- la Communauté de communes transmettra ses propositions à la ville, maître d'ouvrage en ce qui concerne la décision de réception des travaux relevant de sa compétence dans les 20 jours suivant la réception des propositions qui lui seront soumises. Le défaut de décision la communauté de communes dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la Ville.
- la Ville établira ensuite la décision de réception avec ou sans réserve (ou de refus de réception) et la notifiera à l'entreprise, avec copie à la Communauté de communes. La réception prononcée avec ou sans réserve emportera mise à disposition des ouvrages au sens de l'article 8.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

Si la Communauté de communes participe aux opérations de réception, elle peut également cosigner sur le champ le procès-verbal des opérations pour manifester son approbation.
Nonobstant la mise à disposition des locaux à la Communauté de communes, la ville restera tenue de la levée des réserves de réception, et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles (notamment la garantie de parfaite achèvement), dont les litiges au titre des garanties biennale ou décennale.

ARTICLE 11 : MISE À DISPOSITION GRATUITE DES LOCAUX

La Ville d'Hesdin-la-Forêt s'engage à mettre gratuitement à la disposition de la Communauté de communes des 7 Vallées, pour l'exercice de sa compétence « promotion du tourisme » et l'accueil de l'Office de tourisme intercommunal, les locaux aménagés dans le cadre de la présente opération.
Les modalités, conditions et durée de cette mise à disposition feront l'objet d'une convention spécifique de mise à disposition, à conclure entre la Ville d'Hesdin-la-Forêt et la Communauté de communes des 7 Vallées, préalablement à la prise de possession des locaux.
Cette convention précisera notamment les conditions d'occupation, d'entretien, de maintenance et d'utilisation des locaux.

ARTICLE 12 : DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à la réalisation complète des travaux, jusqu'à la réception définitive, sous réserve des obligations de suivi et de maintenance.
La mission prend fin par la délivrance d'un quitus établi par la Ville d'Hesdin-la Forêt après exécution complète de ses missions et notamment :
-réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
-expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise désordres couverts par cette garantie ;
-remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs et financiers relatifs à l'ouvrage ;
-établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 13 : MODIFICATION / RESILIATION

Toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties et validé par la Région si elle affecte le montage financier ou FEDER.
La présente convention ne peut être résiliée que :

- d'un commun accord entre les parties,
- ou en cas de disparition de la compétence touristique communautaire.

Toute résiliation fait l'objet d'un écrit précisant ses effets financiers.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_75-DE

ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.
À défaut, le litige relèvera de la juridiction administrative compétente.
La présente convention est établie en conformité avec les règles du FEDER et du code général des collectivités territoriales.

Fait en 2 exemplaires,

A Hesdin-la-Forêt, le

Le Maire d'Hesdin-la-Forêt,	Pour Le Président de la Communauté de Communes des 7 Vallées, Le Vice-Président,
Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX	Monsieur Etienne PERIN

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_76
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	7.5 Subventions
Objet : Plan de végétalisation des cimetières - demande de financement	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°22/12.06.2024 de la Communauté de Communes du Ternois datant du 12 juin 2024 portant sur l'institution du Groupe d'Action Locale Ternois 7 Vallées et le conventionnement LEADER pour la programmation 2023-2027 ;
- Vu la signature de la convention fondatrice AGR-GALL Ternois 7 Vallées en date du 16 avril 2025 ;

- Considérant la programmation LEADER 2023-2027 ;
- Considérant que la stratégie locale de développement du GAL Ternois 7 Vallées se déploie autour de l'objectif suivant : améliorer l'accessibilité, le maillage et la diversification des services à la population au service de l'attractivité du cadre de vie et de l'égalité d'accès aux services pour tous ;
- Considérant que la collectivité a consulté les services du CAUE 62 afin de s'inscrire dans une démarche de végétalisation des cimetières pour l'adaptation au changement climatique et la lutte contre les îlots de chaleur ; la préservation de la biodiversité et l'amélioration du cadre de vie mais aussi pour faciliter les entretiens de ce patrimoine communal ;
- Considérant que la collectivité souhaite engager des travaux de végétalisation et d'aménagement paysager au sein des cimetières communaux, visant à adapter ces espaces aux conséquences du changement climatique, à favoriser la biodiversité locale et à améliorer le cadre de vie ainsi que le confort thermique lors des visites ;
- Considérant que ce projet s'inscrit pleinement dans la transition écologique du territoire par la désimperméabilisation des sols, la réduction des îlots de chaleur urbains et la suppression définitive du recours aux produits phytosanitaires, conformément aux réglementations en vigueur ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

- Considérant que ce projet est cohérent avec les actions de transition énergétique et préservation écologique du territoire (fiche action n°4) citées dans la programmation 2023-2027 ;
- Considérant que la mutation vers un « cimetière paysager et vivant » représente une transformation d'usage fondamentale permettant d'expérimenter de nouvelles techniques de gestion écologique (désimperméabilisation des allées, enherbement ciblé, plantation d'espèces végétales locales résilientes à la sécheresse, création de refuges pour la biodiversité) ;
- Considérant que pour expérimenter la mise en œuvre de tels aménagements, il convient de débuter sur un seul cimetière choisir à Sainte-Austreberthe ;
- Considérant que pour optimiser les coûts liés à ces travaux, les services techniques de la Ville d'Hesdin-la-Forêt réaliseront les travaux en régie ;
- Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

Dépenses	**Montant HT**	**Recettes**	**Montant HT**
Fournitures de semis, vivaces, terreau	2 654.27 €	Leader	10 008.80 €
Fournitures de miscanthus	511.85 €		
Equipements d'aménagements (bancs, mobiliers de récupération des eaux de pluie)	3 343.57 €		
Dépenses de personnel	5674.31 €	Ville d'Hesdin-la-Forêt	2 502.20 €
Communication et sensibilisation des usagers à la mutation des espaces	327 €		
TOTAL HT	**12 511 €**	**TOTAL HT**	**12 511 €**

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider le projet de végétalisation des cimetières ;
- De valider le plan de financement ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le co-financement auprès du Leader pour ce projet et à signer tout document relatif à cette opération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
62140

Vu pour être annexé à la délibération n° 76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

CONSEIL AUX COLLECTIVITÉS



CONSEILLÈRE DU CAUE 62
Gaëlle NEVEU,
Paysagiste conceptrice

MAÎTRE D'OUVRAGE
Mairie de Hesdin-la-Forêt
Tél. : 03 21 86 84 76

PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Maison du Département Aménagement et Développement Territorial du Montreuillois-Ternois

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine

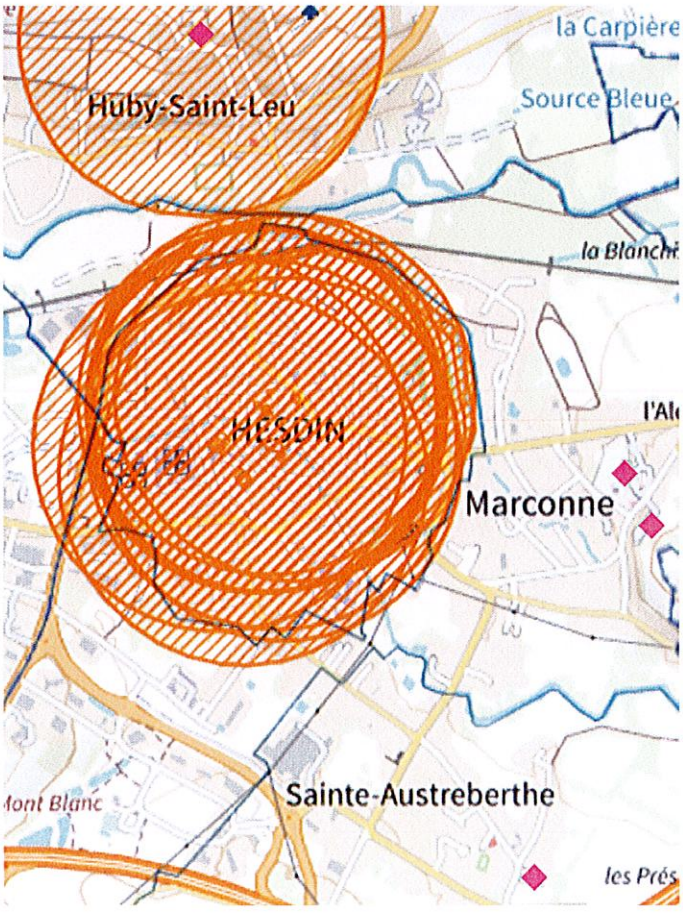
CC/25/92

COMMUNE DE

HESDIN-LA-FORÊT

Végétalisation des cimetières

Version définitive / *Juin 2025*



Hesdin-la-Forêt est une commune nouvelle depuis le 1er janvier 2025, qui résulte de la fusion des communes de Hesdin, Huby-Saint-Leu, Marconne et Sainte-Austreberthe.
Hesdin-la-Forêt est labélisée Petite Ville de Demain.

Elle compte 4 cimetières, s'étendant sur une surafce de 2,1 hectare : un ancien et un nouveau à Hesdin/ Marconne et 2 anciens à Sainte-Austreberthe et Huby-Saint-Leu, dont l'église est classée Monument Historique.

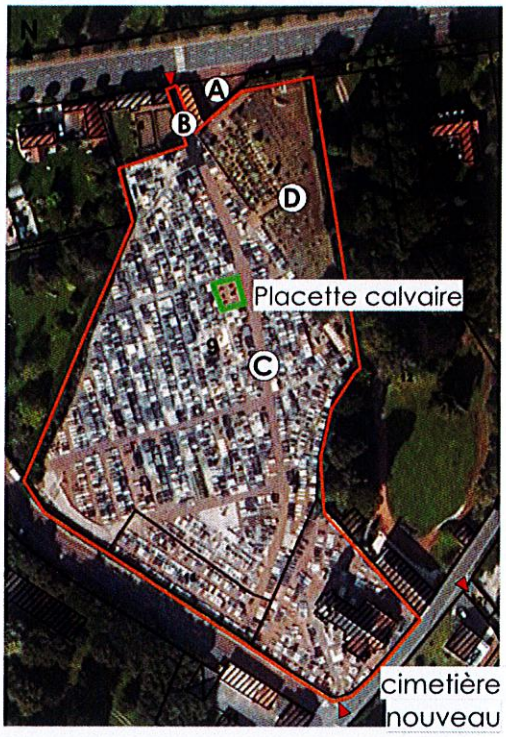
Elle demande l'accompagnement du CAUE, pour une **réflexion sur l'aménagement et la végétalisation des 4 cimetières.**

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

DIAGNOSTIC

Le cimetière ancien d'Hesdin

Le **cimetière ancien d'Hesdin** est situé à Marconne. Il est accessible depuis la RD 349 (rue d'Arras) et la rue de l'Eglise. Il est **très vaste : surface de 1,1 hectare et fortement minéralisé**, sur sa quasi-totalité (sépultures & allées).
La majorité des **allées sont rectilignes, en schiste rouge.** Les espaces intertombes sont parfois **étroits, enchevétrés et revêtus de manière hétérogène** (émulsion gravillonée...).



Voici ses caractéristiques :
A. petit parking rue d'Arras,
B. accès côté nord raide > allée t sur 30m,
C. allée principale en schiste rouge, 4m de large environ (accès véhicules : convois funéraires et entretien) et longue de 175m,
D. espace des indigeants de 2500m², au nord, avec plantations hétérogènes et schiste se verdissant naturellement.





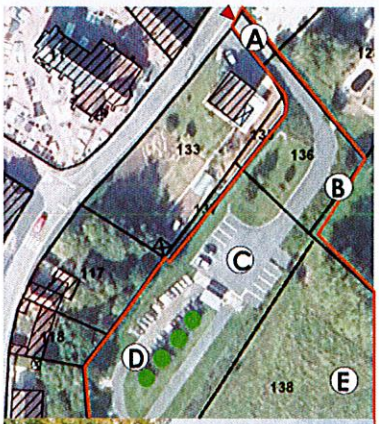




Placette autour du calvaire, 75m²

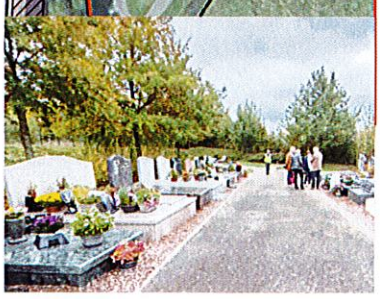


Le nouveau cimetière d'Hesdin



Le nouveau **cimetière d'Hesdin** est également situé à Marconne. Il est accessible depuis la rue de l'Eglise. La **surface totale du site est de 7900m². Le cimetière occupe 3300m² :**

A. accès bitumé en montée, carossable, entouré par des palissades occultantes
B. talus baché, planté par du lonicera nitida ayant du mal à couvrir tout l'espace. Jeunes bouleaux arrivés spontanément,
C. parking bitumé, imperméable,
D. allée bitumée de 3,7 m de large, en boucle, desservant le cimetière. Arbres et arbustes végétalisent le centre et l'arrière des tombes.



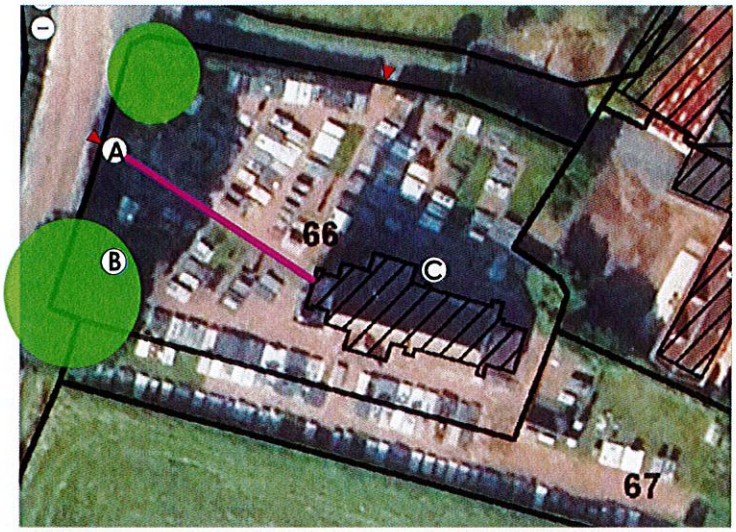






Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Le cimetière de Sainte-Austreberthe

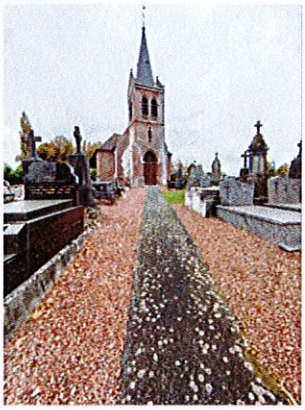


Le **cimetière de Sainte-Austreberthe** est accessible depuis la rue de l'Eglise. Il occupe une **surface de 3360m²**, dont 200m² occupés par l'église. L'allée menant à l'église est bitumée, les autres sont **en schiste rouge.** Le site n'est pas accessible à tous : entrée avec **escalier et schiste non PMR**. Il n'y a pas de parking à l'entrée, le plus proche est situé devant la mairie annexe, à 120m.

Voici ses caractéristiques :
A. entrée avec marches,
B. 2 arbres et quelques espaces engazonnés,
C. large espace en schiste autour de l'église.

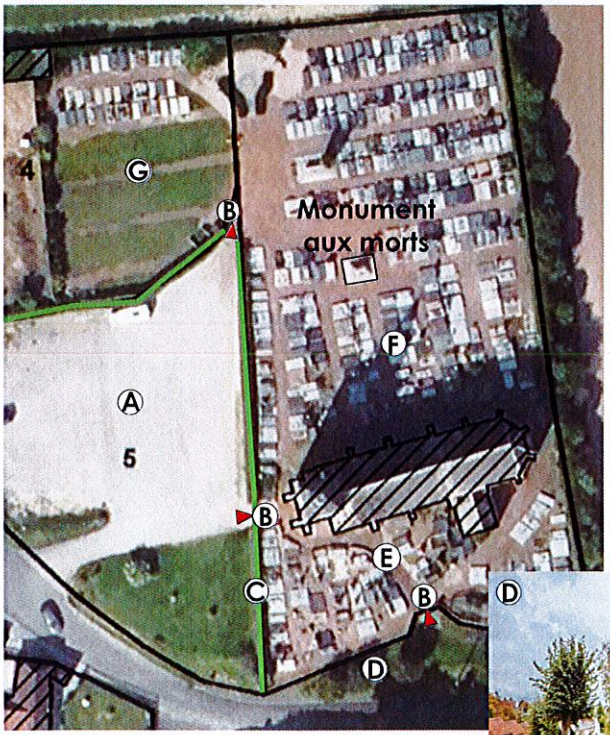








Le cimetière d'Huby-Saint-Leu

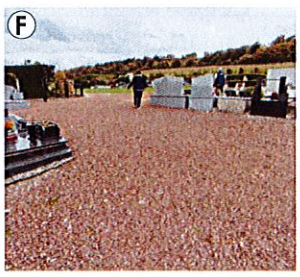


Le **cimetière d'Huby-Saint-Leu** est accessible depuis la rue de l'Eglise. Il entoure l'église, classée Monument Historique et occupe une **surface de 3790m².** Les allées sont toutes **en schiste rouge, revêtement non accessible à tous et difficile à entretenir en 0 phyto**.

Voici ses caractéristiques :
A. vaste parking en gravier clair, non aménagé, de 1600m²,
B. entrées (portillon),
C. haie de thuyas, essence non locale,
D. talus enherbé très pentu, planté par des tilleuls fortement taillés avec de nombreux rejets sur les troncs.
E. cimetière ancien, aux allées non rectilignes et avec quelques marches,
F. partie plus récente, aux allées rectilignes en schiste rouge, parfois très larges,
G. extension, avec espaces en attente enherbés.







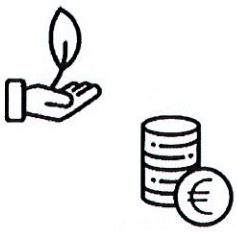
Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Ce diagnostic posé sur les 4 cimetières et les besoins mis en avant par la commune, conduisent à la définition des enjeux suivants :



ENJEUX DE CADRE DE VIE

- valoriser l'identité de la commune grâce au végétal,
- développer un îlot de fraîcheur et limiter les revêtements minéraux,
- développer des espaces d'ombre et de la verticalité,
- intégrer les éléments disgracieux (bidons d'eau, poubelles...).

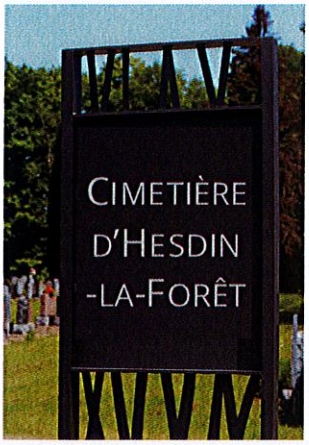


ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET ÉCONOMIQUES

- favoriser la place du végétal sur différentes strates,
- développer la biodiversité faune/flore,
- faciliter l'entretien des espaces végétalisés,
- préférer des matériaux et des végétaux locaux,
- sensibiliser les usagers aux nouveaux modes de gestion des espaces publics.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

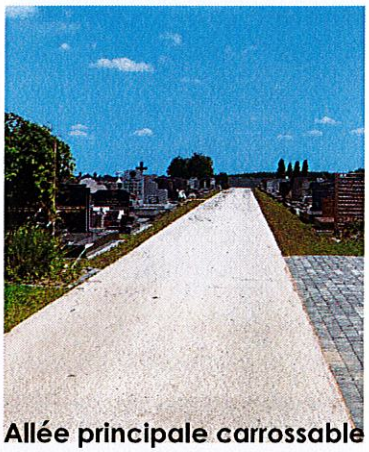
Références



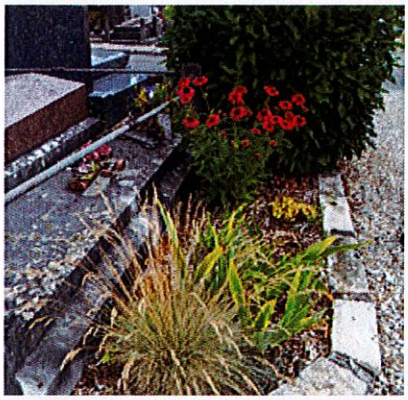
Enseigne

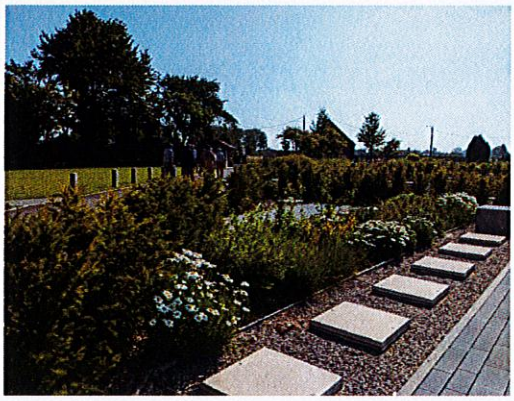


Allées en schiste ensemencé, dalles minéralees



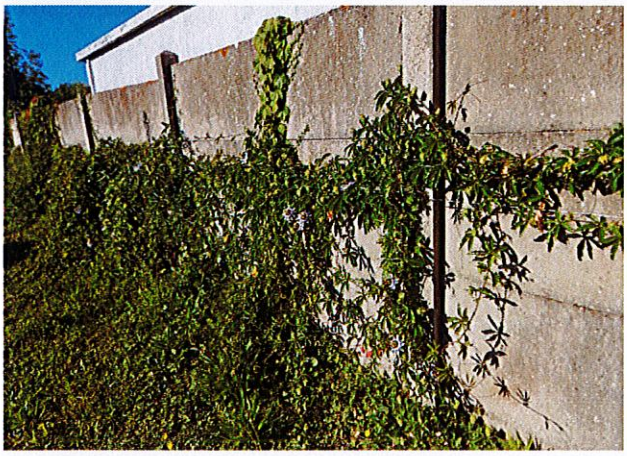
Allée principale carrossable en enrobé clair







Plantations : arbres, arbustes, vivaces, graminées





Plantations : plantes grimpantes





Communication



Compostage

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

PISTES DE RÉFLÉXION

Aménager les cimetières d'Hesdin-la-Forêt

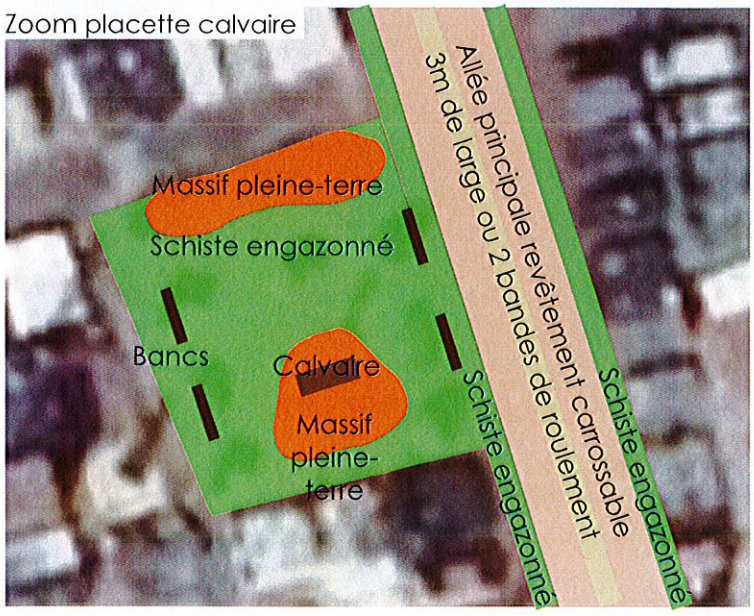
Pour répondre aux objectifs de la commune en prenant en compte les enjeux, plusieurs principes d'aménagement se dégagent. **Les 4 cimetières occupent une surface de 2,1 hectares. Leur réaménagement est primordial, afin que l'entretien ne soit pas trop chronophage et pénible pour l'équipe technique :**

- **Améliorer l'accueil des visiteurs** :
mieux identifier les entrées des cimetières, avec un revêtement minéral de couleur claire (parvis) et des panneaux de signalétique homogènes (identité Hesdin-la-Forêt).

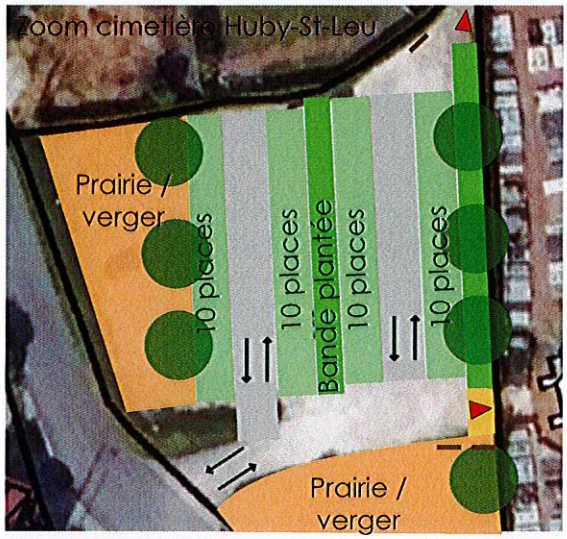
- **Requalifier le parking** d'Huby-Saint-Leu, par des plantations délimitant des bandes de stationnement, en veillant à limiter le ruissellement venant du nord.

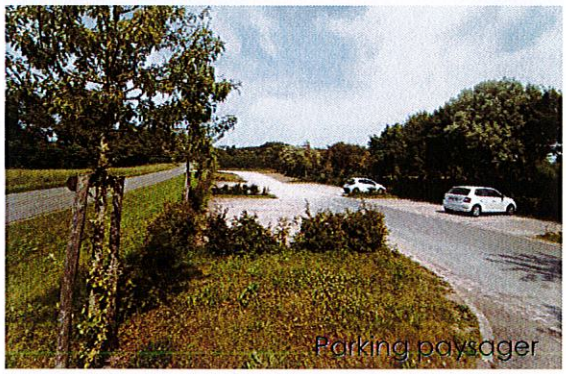
- **Développer le végétal dans les cimetières, pour favoriser la biodiversité, le recueillement et faciliter l'entretien. L'engazonnement du schiste permet de faciliter l'entretien : tondre au lieu de désherber.**
Identifier les allées pouvant être engazonnées et les ensemencer, de manière progressive, par un **mélange de graminées adaptées**, composé principalement de fétuque ovine, de fétuque rouge demi-traçante, de fétuque traçante, de R-grass et de Poa, ou de trèfle blanc, pour éviter le désherbage et limiter les îlots de chaleur.
Faire un **test d'engazonnement** (idéalement en septembre/octobre) pour vérifier si la technique et concluante.
Laisser s'engazonner naturellement le schiste (espace des indigeants, ...).
Lorsque cela est possible, des **massifs fleuris (petits arbustifs, vivaces, couvre-sols) paillés occupent les zones résiduelles**. Attention, les essences végétales doivent être adaptées en fonction de l'ensoleillement.
Les inter-tombes sont plantées de couvre-sols résistant à la sècheresse (vivaces, graminées et sedum) en bord d'allées et dans les espaces inter-tombe.).

Zoom placette calvaire

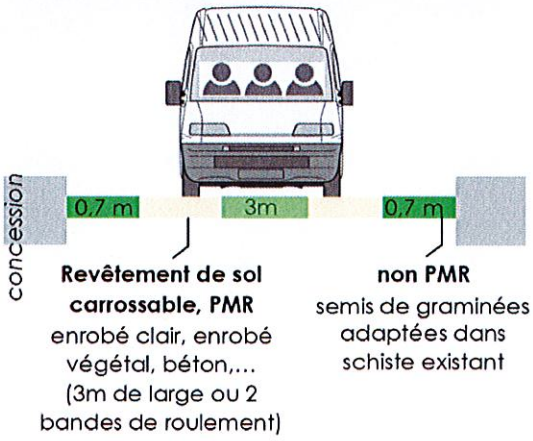








Principe aménagement allées principales



Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Des arbres peuvent être plantés dans les parties engazonnées en attente, pour apporter de l'ombrage et de la verticalité. Attention, un pare racine sera nécessaire pour éviter d'abîmer les sépultures.
Des **plantes grimpantes ou des vivaces** (rose trémière, valériane...) valorisent les limites (murs, palissades...).
Les zones en attente d'aménagement peuvent être gérées en **fauche tardive ou en prairie fleurie.**





- **Favoriser la biodiversité dans les cimetières :** fauche tardive, prairie fleurie (zone en attente), nichoirs à oiseaux, tas de bois morts pour les insectes et petits mammifères, etc.

- **Compléter les aménagements par du mobilier urbain.** Plusieurs bancs ergonomiques avec accoudoirs, adaptés aux séniors, sont installés dans les cimetières, pour permettre de se reposer. Les **poubelles containers sont intégrées** derrière une structure bois ou de petites haies d'essences locales. Des **tables de lecture** permettent aux usagers de s'orienter. **Des abris**, comme celui du nouveau cimetière d'Hesdin, permettent aux usagers de s'abriter des intempéries. **Des récupérateurs d'eau pluviale** peuvent être installés aux toitures des églises.

- **Valoriser l'espace cinéraire (dans le nouveau cimetière) grâce à des plantations**, favorisant le recueillement.

- **Sensibiliser les usagers aux nouveaux modes de gestion**. Il est important d'apporter de l'information à la population durant les aménagements et l'entretien (affichage, bulletin municipal, sensibilisation des techniciens en charge de l'entretien du cimetière...).

- **Mettre en place un règlement du cimetière, outil important** qui permet de définir notamment les dimensions des sépultures ainsi que leur organisation ou le type de plantations ou d'objets pouvant y être disposés. Le règlement du cimetière doit être joint à tout acte d'achat de concession et signé par les acquéreurs. (Exemple d'une règlement de cimetière : https://cimetiere.gescime.com/Reglement/ancinnes-cimetiere-72610).

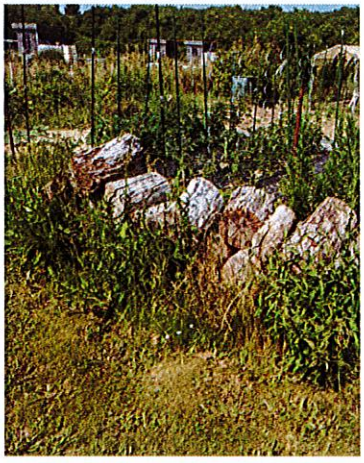
Palette végétale éligible au Fonds Biodiv du Conseil Départemental 62

Plantes à fleurs
Medicago lupulina, Luzerne lupuline,
Trifolium repens, Trèfle blanc,
Achillea millefolium, Achillée millefeuille,
Bellis perennis, Pâquerette,
Hieracium pilosella, Piloselle,
Prunella vulgaris, Brunelle commune,
Thymus pulegioides, Thym faux pouliot,
Glechoma hederacea, Lierre terrestre,
Ajuga reptans Bugle rampante,
Primula veris Primevère officinale,
Echium, Vipérine.

Graminées
Agrostis tenuis,
Festuca ovina,
Festuca rubra commutata,
Festuca rubra trichophylla,
Lolium perenne,
Poa compressa,
Poa pratensis.

Sedum
Sedum acre, Orpin âcre,
Sedum album, Orpin blanc,
Sedum rupestre, Orpin réfléchi.


Abri et intégration des poubelles


Tas de bois = gîte à insectes

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

CONCLUSION

La végétalisation du cimetière permet d'améliorer le cadre de vie des usagers et de faire de ce lieu de recueillement un **espace de promenade facile à entretenir. La communication auprès des habitants** est primordiale afin que les nouveaux aménagements et modes de gestion soient compris et acceptés (affiches sur site, en mairie, site internet...). Pour aller plus loin :

Vidéos « cimetière au naturel » réalisée par le CAUE 54

https://www.caue54.fr/action/165-Mon-cimetiere-au-naturel.

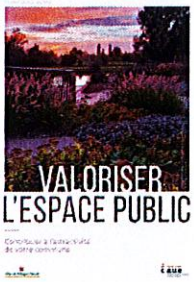
Guide Paysages et entretien des cimetières, Plante & Cité

https://www.ressources.plante-et-cite.fr/Record.htm?record=1918299412491900176 9

Guide de conception et de gestion écologique des cimetières, ARB,

https://www.arb-idf.fr/fileadmin/DataStorage/user_upload/guide_cimetiere2022_bat_web.pdf

www.caue62.org/ressources/productions-caue/publications



LES PROCHAINES ÉTAPES

1) Définir le programme du projet, le phasage et l'enveloppe financière

- soit en interne, si la commune a les compétences nécessaires,
- soit en recrutant un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) paysagiste-concepteur.

2) Définir le montage opérationnel et financier, en se faisant accompagner par la MDADT

3) Recruter un paysagiste concepteur, dans le cadre de la commande publique, qui assurera la conception et la maîtrise d'œuvre (MOE) complète des aménagements. Le choix du maître d'œuvre devra se faire dans un souci non seulement de qualité du projet, de maîtrise des enjeux environnementaux, mais aussi de garantie d'une gestion économe et durable de l'aménagement.

Le Département accompagne le réaménagement des cimetières dans les fonds biodiversité : https://www.pasdecalais.fr/les-fonds-biodiversite

CONTACTS

□ **Maison du Département Aménagement et Développement Territorial du Montreuillois-Ternois**

03 21 21 52 80 > accompagnement pour les aides financières du Département et d'autres organismes.

Contact : Alexandra Coularis, Chargée de mission Développement Durable (fonds biodiversité)

□ **Ingénierie 62**

03 21 21 61 62 / www. ingenierie62.fr > accompagnement pour le recrutement du ou des bureaux d'études.

AVERTISSEMENT :
Ce dossier propose des schémas d'orientations qui permettent au maître d'ouvrage de réfléchir à son projet.
Il n'est en aucun cas un élément de la maîtrise d'œuvre.

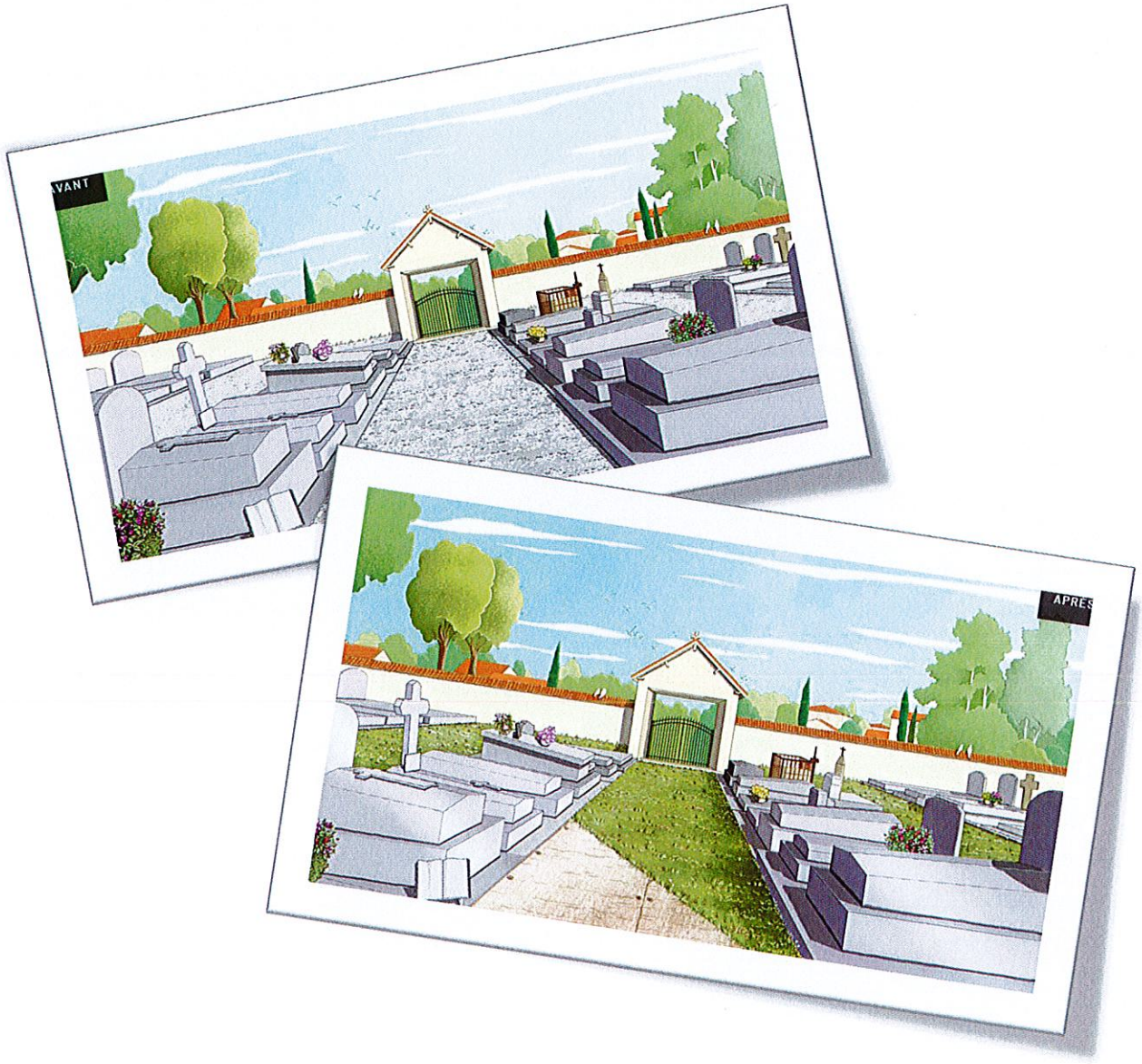
© CAUE 62.
Sauf mention contraire, les éléments contenus dans ce document sont la propriété intellectuelle du CAUE du Pas-de-Calais.
Une autorisation est requise pour tout usage de textes, de photos ou de graphiques.

Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Pas-de-Calais
43, rue d'Amiens, 62018 Arras cedex 9 Tél. : 03 21 21 65 65 E-mail : caue62@caue62.org Site internet : www.caue62.org

Vu pour être annexé à la délibération 2026-76
Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Hesdin la-Forêt

Végétalisation des cimetières et stratégie de gestion différenciée



2026

Projet de végétalisation des cimetières
Ville d'Hesdin-la-Forêt

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Introduction

Depuis le 1er janvier 2017, il est interdit aux collectivités territoriales d'utiliser ou de faire utiliser des produits phytosanitaires sur :

- Les espaces verts, forêts, voiries, promenades accessibles ou ouverts au public et relevant du domaine public ou privé ;
- Les lieux récréatifs ou sportifs pour les enfants.

Par arrêté du 15 janvier 2021, les dispositifs ont été étendus aux cimetières et à la plupart des terrains de sport.

Loi n°2014-110 dite « Loi Labbé » du 6 février 2014, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, modifiée par l'article 68 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et en application de l'article L.253-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Bien que l'objectif environnemental fasse consensus, son application concrète pose de lourds défis opérationnels, surtout pour les communes rurales. Les communes doivent désormais gérer manuellement ou mécaniquement l'entretien de l'ensemble de leurs espaces publics (voiries, trottoirs, places, abords d'équipements et cimetières). Or, ces méthodes alternatives s'avèrent extrêmement lourdes en temps, en personnel et en budget.

Traditionnellement implantés au centre des villes, à proximité des églises, les cimetières ont longtemps été conçus selon une approche très minérale, perçue comme un gage de propreté et de rigueur. Leur aménagement suivait un modèle classique : des sépultures en pierre bordées d'allées en schiste laissant peu de place au végétal et à la flore spontanée.

Par conséquent, le retour de la végétation est souvent interprété par les visiteurs comme un signe d'abandon. Pourtant, à l'heure où la protection de l'environnement est devenue une priorité des politiques d'aménagement urbain, la nature retrouve peu à peu sa place au sein des cimetières et se trouve l'une des solutions aux nouvelles normes.

1- La démarche (présentation et objectifs du projet)

La végétalisation des cimetières est envisagée comme une des alternatives à l'entretien chimique des espaces publics. En effet, la flore spontanée ou sauvage participe à l'amélioration de la biodiversité et permet une gestion à moindre coût à la suite d'un travail de conception et de réflexion sur les plantations les plus adaptées. Ce programme nécessite également des travaux de cohérence et d'adaptation des espaces.

Un tel projet sur nos 4 cimetières répond à plusieurs objectifs :

- Valoriser l'identité de la commune et intégrer au paysage les éléments disgracieux
- Laisser la végétation s'épanouir au cimetière tout en maîtrise afin de respecter ce lieu de mémoire ;
- Créer un nouvel espace d'accueil de la faune et de la flore en offrant aux familles un lieu de recueillement plus agréable et apaisant, à l'image des vieux cimetières paysagers comme le Père-Lachaise à Paris ;
- Créer un ilot de fraicheur ;
- Permettre aux agents techniques de s'ouvrir à d'autres méthodes de travail leur permettant de se consacrer à d'autres travaux que le désherbage manuel.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

2- Vues d'ensemble des cimetières ; analyse du CAUE 62

Cette section présente une vue d'ensemble du diagnostic de nos cimetières, étape préalable indispensable à la définition de notre stratégie de végétalisation. Afin de garantir l'objectivité et la technicité des analyses, cette étude a été confiée au conseil du CAUE 62. Les pages qui suivent synthétisent les dynamiques paysagères, l'état des lieux des infrastructures et les contraintes de gestion actuelles constatées sur le terrain. L'intégralité du rapport d'expertise du cabinet est jointe en annexe de ce document pour une consultation détaillée.

Brèves du dossier :

La commune nouvelle d'Hesdin-la-Forêt regroupe 4 communes : Hesdin, Huby-Saint-Leu, Marconne et Sainte-Austreberthe.
Elle dispose donc à ce jour de 4 cimetières représentant 2.1 hectare à entretenir.

De ce diagnostic sont nées les pistes de réflexion allant des allées principales, aux intertombes, en passant par les aires de stationnement jusqu'au traitement des mues et jachères. Une partie de cette stratégie vise à sensibiliser les habitants sur leurs réflexes d'entretien.

Cette réflexion nous a permis de définir une stratégie à suivre et un cahier des charges à expérimenter et à suivre. Toutefois, il est important de noter que ces propositions peuvent évoluer dans le temps, au gré de l'adaptation de la politique communale et des nouvelles innovations. Le présent document ne revêt pas un caractère contractuel.

3- Allées principales et secondaires

Pour réussir la végétalisation du cimetière, l'aménagement des allées doit impérativement répondre à la réalité du terrain et de son utilisation (maintenance). L'enherbement et le fleurissement des allées transforment la gestion du site, le désherbage manuel laissant place à un entretien mécanique régulier et rapide (tonte, rotofil). Toutefois, ce verdissement doit être adapté à la typologie des voies. Il convient donc de dimensionner les structures en fonction de leur fréquentation : stabiliser les sols des axes soumis aux véhicules techniques lourds, sécuriser le confort de roulement pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et privilégier un substrat mixte de type terre-pierre sur les sentiers secondaires moins sollicités.

a. Quelles plantes pour quel rendu ?

En bordure d'allées, le pâturin annuel se développe à grande vitesse grâce à un cycle de vie extrêmement court (deux à trois semaines). Ce phénomène est largement favorisé par la circulation des véhicules municipaux, dont les roues plaquent les semences au sol, créant rapidement un enherbement uniforme.

Cette espèce constitue un excellent couvre-sol, dense et bas, parfaitement adapté aux allées que l'on souhaite intégrer. De plus, son entretien est minimal : une tonte rase régulière suffit à maintenir le site propre, associée si nécessaire à un désherbage manuel ciblé sur les plantes à rosette indésirables.

b. Vers les pelouses spontanées

Si les pelouses spontanées présentent un aspect moins homogène que les semis classiques de Ray-grass anglais, elles offrent en contrepartie une valeur écologique supérieure. Ce tapis végétal sauvage,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

constitué d'espèces indigènes, favorise le retour des pollinisateurs et enrichit la biodiversité du cimetière.

L'adoption de cette stratégie s'inscrit pleinement dans une logique de sobriété : aucun coût d'achat de semences ni de préparation du sol n'est requis, la nature prenant seule en charge la colonisation des espaces. C'est une solution idéale pour verdir le site à moindres frais tout en créant des zones refuges.

4- Les espaces d'intertombes

Les inter-tombes sont de petites surfaces qui gagnent à être végétalisées par la flore spontanée. Ce couvert végétal, bien que d'aspect hétérogène, permet d'occuper l'espace de manière écologique avec des espèces qui seraient mal acceptées ailleurs dans le cimetière.

a. De la végétation rase à pousse lente

Visuellement, la hauteur de ces herbes reste contenue sous le niveau des tombes, évitant ainsi toute sensation d'abandon. Écologiquement, la densité de ce couvre-sol crée une concurrence végétale bénéfique qui limite naturellement l'apparition de plantes plus hautes (arbustives ou à grand développement). L'effort de maintenance est donc minimal, se résumant à une seule coupe de propreté par an dès lors que les brins d'herbe empiètent sur les monuments.

b. Contrôler le végétal

Certains espaces inter-tombes requièrent une vigilance particulière et des interventions rapides de type « coup de propre ». L'objectif est double : procéder à l'arrachage manuel des adventices à rosette avant leur ancrage racinaire profond, et stopper le développement des plantes grimpantes ou le lierre et le liseron. Ces dernières, en s'accrochant aux structures, risquent en effet d'altérer les joints, de masquer les inscriptions funéraires ou de dégrader les marbres. Cette maintenance légère mais réactive garantit la pérennité du patrimoine et le respect dû aux sépultures.

5- Pieds de murs végétalisés et jachères

Le pourtour du cimetière et les parcelles en attente d'affectation constituent des zones idéales pour la biodiversité. Le choix d'y implanter un semis de fleurs sauvages demande cependant de la rigueur : la sélection des graines doit se porter sur des mélanges labellisés garantissant l'adéquation avec la faune locale (pollinisateurs).

Sur le plan opérationnel, cette pratique favorise l'autonomie de la collectivité. Une fois la floraison achevée, la récolte des graines permet d'alimenter une banque de semences interne. Ces graines récoltées servent à régénérer le tapis végétal existant ou à essaimer la démarche sur d'autres secteurs du cimetière à un coût nul.

6- Sensibilisation et pédagogie auprès des habitants

L'intégration de la nature au cimetière demande un effort d'explication majeur pour favoriser l'acceptabilité des habitants de ces nouveaux paysages. Pour que les « herbes folles » soient perçues comme un choix écologique volontaire et non comme un manque d'entretien, la collectivité doit faire preuve de transparence. Cette acculturation passe par une signalétique claire à l'entrée des sites, expliquant les nouvelles méthodes de gestion différenciée. Parallèlement, un dialogue doit être noué

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

avec les administrés concernant l'entretien des sépultures. Le document de gestion rappellera l'obligation légale des familles de maintenir leurs concessions en bon état de propreté. La pédagogie consistera ici à valoriser l'effort citoyen : inciter les proches à entretenir régulièrement le monument et ses abords directs en cohérence avec la démarche communale.

Communications possibles :

- Affichage de la démarche
- Plan explicatif des flores présentes
- Articles dans la revue municipale

Il est important de rappeler également à la population que ces aménagements comprendront également du mobilier urbain adapté, un abri et une insertion paysagère des outils et bacs de déchets.

7- Outillage et conditions de travail

Le passage au zéro-phyto impose de doter les équipes de terrain d'outils performants. L'arrachage manuel conserve toute sa pertinence pour des interventions minimes sur de petites surfaces, notamment pour éliminer les annuelles envahissantes avant leur montée en graine. Toutefois, son utilisation à grande échelle est proscrite pour des raisons de santé et sécurité au travail. Les postures requises par cette méthode altèrent le confort de travail et s'avèrent inadaptées sur des plages horaires étendues.

a. Plan d'outils conseillés

La stratégie de végétalisation doit ainsi intégrer un volet d'investissement dans de nouveaux outillages (thermiques, mécaniques ou manuels ergonomiques).

Liste des outils recommandés par l'Agence de l'Eau dans le cadre de la gestion différenciée des espaces verts :

Matériel de désherbage mécanique	Balayeuse mécanique, binette, brosse métallique, outils de travail du sol, démousseuse
Matériel de désherbage thermique	A infrarouge, à vapeur, à eau chaude, à mousse chaude
Matériel de gestion des surfaces enherbées	Débroussailleuse, tondeuse, …
Broyeur de végétaux	

b. Méthodes de travail

La transition vers un cimetière végétalisé transforme en profondeur les méthodes de travail des agents de terrain. Ce changement exige un véritable effort d'acculturation pour accepter le développement de la flore spontanée, autrefois combattue. De plus, la gestion du temps de travail se trouve modifiée : le calendrier n'est plus linéaire mais soumis à une forte saisonnalité, marquée par des pics d'activité accrus au printemps lors de la poussée végétale. À l'inverse, cette nouvelle approche offre des avantages majeurs aux agents. En éliminant l'exposition aux produits phytosanitaires, elle préserve durablement leur santé. Enfin, elle valorise leurs compétences : le métier délaisse les tâches répétitives et toxiques de désherbage chimique au profit d'une expertise en génie écologique, en entretien mécanique raisonné et en aménagement paysager, redonnant ainsi tout son sens au travail de terrain.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Conclusion

La végétalisation des cimetières répond à une double obligation : respecter la loi Labbé (zéro phyto) tout en transformant ces espaces minéraux en lieux de recueillement apaisants et propices à la biodiversité. Le succès de cette démarche repose sur un déploiement progressif, une communication pédagogique auprès des usagers et une adaptation des pratiques des agents techniques.

Phase 1 : site pilote, choisi par la commission pour le cimetière de Sainte-Austreberthe, étant le plus propice à de petits aménagements et déjà végétalisé pour partie à l'horizon 2027
Phase 2 : deuxième site à l'horizon 2028 afin de prendre en compte le retour d'expérience et ajustements au besoin, formation complémentaire du personnel d'entretien
Phase 3 : troisième site à l'horizon 2029
Phase 4 : dernier site à l'horizon 2030

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026-77
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	7.1 Décisions budgétaires

Objet : Autorisation permanente donnée au comptable public de poursuivre les débiteurs défaillants – Créances funéraires.

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-22 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le non-règlement des titres de recettes émis par la commune concernant l'acquisition de concessions funéraires ;

Considérant qu'il appartient à la collectivité de préserver ses recettes et de veiller au recouvrement effectif des sommes dues par les usagers du service des cimetières ;

Considérant que pour engager certaines procédures de recouvrement forcé (telles que les saisies ou les actes d'huissier), le comptable public doit disposer d'une autorisation préalable de l'ordonnateur ou d'une délibération du Conseil Municipal, conformément aux règles de la comptabilité publique ;

Considérant l'intérêt d'autoriser le comptable à engager ces poursuites afin de garantir le respect des obligations financières liées aux contrats de concessions funéraires ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_76-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Décide d'autoriser M. le Trésorier du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-Mer à engager toutes les voies de droit et procédures d'exécution forcée utiles à l'encontre des débiteurs défaillants pour le recouvrement des titres de recettes émis au titre des concessions funéraires.

- Cette autorisation est accordée pour l'ensemble des créances de cette nature, y compris les frais de poursuite qui en découlent.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_77-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_77-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026-77
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	7.1 Décisions budgétaires

Objet : Autorisation permanente donnée au comptable public de poursuivre les débiteurs défaillants – Créances funéraires.

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-22 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le non-règlement des titres de recettes émis par la commune concernant l'acquisition de concessions funéraires ;

Considérant qu'il appartient à la collectivité de préserver ses recettes et de veiller au recouvrement effectif des sommes dues par les usagers du service des cimetières ;

Considérant que pour engager certaines procédures de recouvrement forcé (telles que les saisies ou les actes d'huissier), le comptable public doit disposer d'une autorisation préalable de l'ordonnateur ou d'une délibération du Conseil Municipal, conformément aux règles de la comptabilité publique ;

Considérant l'intérêt d'autoriser le comptable à engager ces poursuites afin de garantir le respect des obligations financières liées aux contrats de concessions funéraires ;

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_77-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Décide d'autoriser M. le Trésorier du Service de Gestion Comptable de Montreuil-sur-Mer à engager toutes les voies de droit et procédures d'exécution forcée utiles à l'encontre des débiteurs défaillants pour le recouvrement des titres de recettes émis au titre des concessions funéraires.

- Cette autorisation est accordée pour l'ensemble des créances de cette nature, y compris les frais de poursuite qui en découlent.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Vu pour être annexé à la délibération 2026-78
Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_78-DE

Hesdin la-Forêt

Règlement relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Article 1 : Bénéficiaires de l'I.H.T.S.
L'indemnité horaire pour travaux supplémentaire peut être versée aux fonctionnaires territoriaux titulaires ou stagiaires, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public employés à temps complet et temps non complet, appartenant aux catégories C ou B,

Au sein de la collectivité, les grades susceptibles de percevoir des I.H.T.S. sont les suivants :

Catégorie	Cadre d'emplois	Grade
B	Rédacteurs	Rédacteur Principal de 1ère classe
		Rédacteur Principal de 2ème classe
		Rédacteur
B	Techniciens	Technicien Principal de 1ère classe
		Technicien Principal de 2ème classe
		Technicien
B	Chefs de service de police municipale	Chef de service Principal de 1ère classe
		Chef de service Principal de 2ème classe
		Chef de service
C	Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal de 1ère classe
		Adjoint administratif principal de 2ème classe
		Adjoint administratif
C	Adjoints Techniques	Adjoint technique principal de 1ère classe
		Adjoint technique principal de 2ème classe
		Adjoint technique
C	Agents de Maîtrise	Agent de maîtrise principal
		Agent de maîtrise
C	Adjoints d'animation	Adjoint d'animation territorial principal de 1ère classe
		Adjoint d'animation territorial principal de 2ème classe
		Adjoint d'animation territorial
C	ATSEM	ATSEM principal de 1ère classe
		ATSEM principal de 2ème classe
C	Agents de Police Municipale	Brigadier-chef principal
		Gardien-brigadier / Brigadier

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_78-DE

Article 2 : Conditions de versement
Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service et conformément au décret du 14 janvier 2002 susvisé.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (décompte déclaratif).

Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Les heures supplémentaires ne peuvent excéder 25 heures par mois, sauf lors de circonstances exceptionnelles, sur décision de l'autorité territoriale, le comité social territoriale en étant immédiatement informé.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

Article 3 : Conditions d'indemnisation
Pour les agents à temps complet la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la base d'un taux horaire prenant pour base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1 820. Ce taux horaire est ensuite majoré de 125 % pour les quatorze premières heures puis de 127 % pour les heures suivantes.

En outre, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit (de 22 heures à 7 heures) et de 66 % lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents à temps non complet et appartenant à un grade éligible aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires qui sont amenés à faire des heures au-delà de la durée du cycle de travail défini par la collectivité pour les agents à temps complet (35 heures), la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la même base que celle des agents à temps complet mentionnée au premier paragraphe du présent article.
Les heures effectuées par ces agents au-delà de la durée hebdomadaire de service afférente à leur emploi à temps non complet qui ne dépassent pas la durée du cycle de travail défini par la collectivité pour les agents à temps complet (35 heures) constituent des heures complémentaires dont la rémunération est déterminée en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement brut et, le cas échéant, de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps complet.

Article 4 : Périodicité de versement
Le paiement des indemnités fixées sera effectué selon une périodicité mensuelle.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_79-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_79-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_79
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	4. Fonction publique
Objet : Conditions d'exercice du travail à temps partiel	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 612-1 à L. 612-8 et L. 612-12 à L. 612-14,

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu décret 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 8 septembre 2026,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de définir les différentes modalités d'exercice du travail à temps partiel dans la collectivité,

Après en avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

ARTICLE 1 : Les bénéficiaires du temps de travail à temps partiel concernent :

- Les fonctionnaires titulaires ou stagiaires occupant un emploi à temps complet,
- les fonctionnaires titulaires ou stagiaires occupant un emploi à temps non complet,
- les agents contractuels occupant un emploi à temps complet,
- les agents contractuels occupant un emploi à temps non complet.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

hesdinlaforet.fr

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_79-DE

ARTICLE 2 : Le temps partiel peut être organisé dans le cadre : quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel.

ARTICLE 3 : L'autorisation de travailler à temps partiel ne peut être prévue que pour des périodes comprises entre 6 mois et un an, renouvelables pour la même durée par tacite reconduction, dans la limite de 3 ans. Au-delà, l'intéressé*(e)* doit formuler une nouvelle demande expresse.
La durée d'autorisation pour le temps partiel pour création d'entreprise est de 3 ans renouvelable pour une durée maximale d'un an.

ARTICLE 4 : Les quotités de temps partiel **de droit** ne peuvent être égales, au choix de l'agent, qu'à 50, 60, 70, 80% de la durée hebdomadaire des agents exerçants les mêmes fonctions à temps plein.
Les quotités de temps partiel **sur autorisation** pour les fonctionnaires et agents contractuels employés à temps complet peuvent être fixées entre 50 et 99% de la durée de travail des agents exerçant leurs fonctions à temps plein dans la mesure où le bon fonctionnement des services le permet.
Pour les agents à temps non-complet, le temps partiel peut être accordé pour une quotité égale à 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% de la durée hebdomadaire de service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer.

ARTICLE 5 : Il appartient à l'agent de présenter une demande de travail à temps partiel initiale ou de renouvellement dans un délai de deux mois avant le début de la période souhaitée.

ARTICLE 6 : Les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période peuvent intervenir :

- sur demande de l'agent dans un délai de deux mois avant la mise en œuvre de la modification ou sans délai en cas de motif grave *(exemple : diminution des revenus du ménage ou changement de situation familiale*).
- *Le cas échéant sur demande du Maire, si les nécessités du service le justifient, dans un délai de deux mois.*

ARTICLE 7 : L'agent placé en congé maternité, de paternité ou d'adoption durant une période de travail à temps partiel, voit son temps partiel suspendu, quel que soit le motif du temps partiel. L'agent est réintégré momentanément dans les droits des agents à temps plein.

ARTICLE 9 : Au terme de la période d'autorisation de travail à temps partiel accordée, le fonctionnaire et l'agent contractuel sont admis de plein droit à réintégrer à temps plein leur

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_79-DE

emploi ou, à défaut, un autre emploi conforme à leur statut. S'il n'existe aucune possibilité d'emploi à temps plein pour l'agent contractuel, ce dernier est maintenu à titre exceptionnel à temps partiel, en raison des nécessités de fonctionnement du service.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_80-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_80-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_80
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	3.5 Autres actes de gestion du domaine public
Objet : Redevances d'Occupation du Domaine Public pour les réseaux d'énergie gaz et électricité	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

- VU les articles L 2333-84 et L 2333-86 du Code Général des Collectivités Territoriales, le concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès des communes des redevances dues au titre de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution et de transport d'électricité et de gaz

- Considérant que l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz donne lieu à une redevance annuelle.
- Considérant que le montant de cette redevance est strictement encadré par le Code général de la propriété des personnes publiques et le Code de l'énergie.
- Considérant qu'il convient d'appliquer les plafonds réglementaires réindexés pour optimiser les recettes de la collectivité

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- FIXE le montant de la redevance du domaine public au taux maximum pour les réseaux de transport et de distribution de gaz et d'électricité ;

- DIT que ce montant sera revalorisé chaque année par application de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier ou tout autre index qui viendrait lui être substitué ;

- CHARGE Monsieur le Maire d'émettre les titres de recettes correspondant annuellement ;

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent à la présente délibération.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_80-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-La-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

Le secrétaire,

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_81-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_81-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026-81
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	3.5.3 Autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels
Objet : Convention de mise à disposition d'un espace communal au profit des services départementaux de l'éducation nationale au sein de l'école primaire de la Forêt	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Considérant que La ville d'Hesdin-la-Forêt a proposé d'intégrer l'Inspection de l'Education Nationale (IEN) du 1er degré d'Hesdin-la-Forêt dans le projet vertueux de réhabilitation du groupe scolaire « l'école de la forêt », rue Andrée Patoux à Hesdin-la-Forêt.

Considérant que le DASEN du Pas-de-Calais, la région académique des Hauts-de-France, le ministère de l'Éducation nationale et le préfet du Pas-de-Calais ont favorablement répondu à ce projet de relogement.

Considérant la demande de l'IEN d'Hesdin-la-Forêt et en concertation avec la ville d'Hesdin-la-Forêt, le déménagement a été avancé au 7 octobre 2026 afin que l'équipe de l'IEN soit installée avant l'inauguration officielle du groupe scolaire réhabilité, prévue le 16 octobre 2026.

Considérant que la rédaction du projet de titre d'occupation définitif par le pôle de gestion domaniale (DRFiP) ne pourra intervenir avant la labellisation du projet en CRIP du 30 septembre 2026 et que le conseil municipal de la ville d'Hesdin-la-Forêt ayant lieu aussi le 30 septembre, une convention de mise à disposition temporaire couvrira l'occupation de l'IEN dans ses nouveaux locaux à compter du 7 octobre 2026 ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- De valider les termes de la convention temporaire d'occupation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que le futur titre d'occupation définitif qui sera rédigé par les services de l'Etat ainsi que ses potentiels avenants ;
- De demander au Maire de rendre compte de sa décision relative au titre définitif.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_81-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Hesdin-la-Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,

Jeanne BERTIN

Le Maire,

Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
62140

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_82-DE

Hesdin la-Forêt

République Française
Département du Pas-de-Calais

***

Délibération du Conseil municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HESDIN-LA-FORET

Date de convocation : 24-09-2026
Date d'affichage : 24-09-2026
Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 25
Pouvoirs : 4
Votants : 29
Absents : 0

Le trente septembre deux-mille-vingt-six à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune d'Hesdin-La-Forêt, s'est réuni salle du conseil à Hesdin, sous la présidence de Monsieur Matthieu DEMONCHEAUX, Maire d'Hesdin-la-Forêt, suite à la convocation du vingt-quatre septembre deux-mille-vingt-six.

Étaient présents : Tous les conseillers municipaux en exercice, à l'exception de :

Étaient excusés et avaient donné pouvoir conformément aux dispositions de l'article L2121-20 du Code des Collectivités Territoriales :

Nathalie BEDHOM à Stéphane LAGACHE
Cyril JOLY à Patrick HERBIN
Katia MARTIN à Matthieu DEMONCHEAUX
Emmanuelle PIERROT à Bruno VANDECASTEELE

Secrétariat de séance : Jeanne BERTIN

Début de séance : 19h01

Fin de séance : 20h04

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_82-DE

Hesdin la-Forêt

Numéro de l'acte	2026_82
Nature de l'acte	Délibération
Nomenclature de l'acte	3.5 Autres actes de gestion du domaine public
Objet : Instauration du principe de la redevance d'occupation du domaine public règlementée pour les chantiers provisoires de réseaux de gaz et d'électricité	

République Française

***

Délibération du Conseil municipal

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public pour les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Considérant que l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission d'un titre de recette dès qu'un chantier temporaire apparaîtrait ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- DECIDE d'instaurer la redevance pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;

- FIXE le mode de calcul, conformément au décret n°2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond règlementaire ;

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent à la présente délibération.

Hôtel de Ville
Place d'Armes
Hesdin
62140 Hesdin-La-Forêt

03.21.86.84.76

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 062-934483553-20260930-2026_82-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif deva[illegible] Forêt dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de la justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

La secrétaire,
Jeanne BERTIN

Le Maire,
Matthieu DEMONCHEAUX

VILLE D'HESDIN-LA-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
62140